

PER

A-95

ARGUS

LA REVUE DES BIBLIOTHÉCAIRES PROFESSIONNELS

Corporation
des bibliothécaires
professionnels
du Québec

Corporation
of Professional
Librarians
of Quebec



GESTION-ACTION :

**Gestion financière des bibliothèques
à l'heure de l'internationalisation**

TECHNO-EXPRESS :

**Internet et autres réseaux :
vers la connexion mondiale ?**

THÉORIE ET APPLICATIONS :

**Bibliothèques scolaires aux États-Unis et en Angleterre
Expérience bibliothéconomique au Cap-Vert**

Spécial Mondialisation

AJUSTEZ VOTRE ÉCRAN LE FORMAT MARC EST ARRIVÉ

```

LDR01218nam 2200205
001 001300000
008 930107s1993 quc fre
082 $a025.02/BIB
110 20 $aBIBLIO RPL.$bService technique
245 10 $aBiblio RPL :$bimportante entreprise québécoise spécialisée dans le catalogage original
et la conversion de notices en format MARC /$cpar une équipe de bibliothécaires
et bibliothéicien(ne)s expérimentés
260 $aLaval :$bBIBLIO RPL,$c1993
440 0 $aNouveau au Québec!
500 $aLa p. de t. porte en outre: BIBLIO RPL traite différents types de documents sur divers
supports en plusieurs langues : française, anglaise et autres
505 0 $aMonographies — Musique et enregistrements sonores — Documents visuels —
Documents cartographiques — Documents d'archives — Publications en série — Jeux
et jouets
520 $aBIBLIO RPL s'ajuste à vos besoins et vos exigences, fournit des produits sur mesure,
catalogue vos documents en format MARC intégral ou en format MARC minimal, vous
offre selon vos besoins et vos moyens un niveau complet ou abrégé de catalogage,
vérifie et corrige vos fiches et s'adapte à votre système intégré de bibliothèque.
Les notices en format MARC peuvent être versées directement dans votre base ou
livrées sur disquette.
650 4 $aDocuments$xCatalogage original
650 4 $aFichiers maîtres$xCréation$xConversion
650 4 $aNotices autorités sur fiches$xCréation$xConversion
650 4 $aCodification MARC$xCAN/MARC$xLCMARC$xMARC/UTLAS
$xMARC/DOBIS
650 4 $aCollection$xInventaire
650 4 $aCodes à barres$xPose
650 4 $aVolumes$xPréparation technique$xPréparation matérielle
$xRenforcement$xRéparation
650 4 $aJeux de fiches, listes et étiquettes$xProduction
    
```

Source de données bibliographiques

- DOBIS
- BIBLIOFILE
- SDM
- UTLAS



1905, boul. Dagenais Ouest, Laval, Québec H7L 5A3 (514) 625-0700



Photo :
Didier Delobel

Comité de rédaction

Patrick Delobel, président
Barbara Maass, secrétaire
Nelly Beylouni-Zamat
Yvon Joubert
Albert Tabah

Collaboration

France Bouthillier

Conseil éditorial

Pierre Meunier

Correction

Louis Morin

Traduction

Robert F. Clarke
Rachèle Salvador

Conception graphique originale

Luc Mauroy

Photographie

Didier Delobel

Infographie

Édition • Typographie • Conseils (ETC)

Impression

Les Impressions au point

Publicité

Régine Horinstein
(514) 845-3327

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0315-9930

Tirage

1200 exemplaires

ARGUS

est une revue publiée trois fois l'an par la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (C.B.P.Q.) dont le siège social est situé au 307, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 320, Montréal (Québec) H2X 2A3.
Téléphone : (514) 845-3327
Télécopieur : (514) 845-1618

L'abonnement annuel est de 27 \$ (10 \$ le numéro) au Québec, 33 \$ (12 \$ le numéro) au Canada, 33 \$ US (12 \$ US le numéro) à l'extérieur du Canada et 17 \$ pour les étudiants.

Toute demande concernant les numéros manquants doit être envoyée au plus tard un mois après la date de parution au Secrétariat de la C.B.P.Q. Toute reproduction des articles, en totalité ou en partie, doit être autorisée par le Comité de rédaction.

Les articles de la revue sont indexés dans
Pascal Thema, *T205 : Sciences de l'information-documentation*, *Information Science Abstracts*, *Library and Information Science Abstracts (LISA)*, *Library Literature* et *Point de repère*.

Éditorial

- 2 Mondialisation : bibliothécaires, sommes-nous prêts ? / Patrick Delobel

4 *Boîte aux lettres**Dossier*

- 5 La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession / Marcel Lajeunesse

Théorie et applications

- 13 Bibliothèques scolaires en action: quelques réalisations 1^{ère} partie : Angleterre et États-Unis / Paulette Bernhard
- 20 Le rôle du professionnel de la documentation dans un pays en voie de développement : l'exemple de la République du Cap-Vert / Daniel Ducharme

Techno-Express

- 25 The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe / Marcos Silva

Gestion-Action

- 33 La gestion financière des bibliothèques à l'heure de l'internationalisation / France Bouthillier

Biblio-Culture

- 38 Bibliothéconomie internationale et comparée : choix de monographies / My Loan Duong

Mondialisation: bibliothécaires, sommes-nous prêts ?

Patrick Delobel, bibl. prof.

Président du Comité de rédaction

Éditorial

Didier Delobel



Mondialisation, internationalisation, globalisation des marchés, libre-échange, village global...sont devenus des expressions ou des termes courants dans notre vocabulaire quotidien. Décidément, notre planète n'a jamais semblé aussi petite.

Si vous ne le saviez pas déjà, nous sommes directement, et je dirais hautement, concernés par la vague qui déferle présentement sur la Terre entière. La prochaine Révolution – mondiale, celle-là – sera en effet celle de l'information. Si on se fie aux chantages de l'internationalisation, eh bien, celle-ci est déjà en marche même si nous n'en prenons pas toujours conscience, concentrés que nous sommes dans nos petits milieux locaux respectifs. Sans toujours voir les autres arbres de la forêt.

Et même si les bibliothèques et les centres de documentation ne sont qu'une partie infime de la masse constituée par les industries de l'information (ne nous racontons pas d'histoires), nous devons toutes et tous, en tant que bibliothécaires donc professionnels de l'information, avoir l'œil braqué sur ce qui se passe ailleurs parce qu'aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, et de plus en plus, ce qui se passe ailleurs peut avoir un impact direct sur notre travail, ici même. Et inversement. À l'heure des réseaux, des échanges d'informations, il nous faut adopter des méthodes, des procédures communes avec les institutions qui nous entourent, y compris celles des autres pays. Plus que jamais, on doit tendre vers la normalisation, l'harmonisation nationale puis internationale. Pour cela, bien entendu, il faut savoir ce qui se réalise chez nos voisins, il faut se livrer à des études comparatives. Sommes-nous prêts à faire face à ces défis de coopération et de « réseautage » ?

Pour y arriver, nos institutions documentaires doivent, comme bon nombre d'organismes, devenir de « classe mondiale ». Qu'est-ce à dire ? Que la technologie doit y être ce qu'il y a de plus moderne, que la formation du personnel doit y être très poussée et qu'enfin, les services et produits offerts doivent y être de qualité supérieure. Est-ce que c'est ce qui se dessine actuellement dans nos milieux ? Que faisons-nous pour y parvenir ?

D'autre part, la technologie – encore elle ! – est un facteur majeur qui rend possible les échanges transfrontaliers d'information, la mise en place de réseaux de communication internationaux, l'établissement d'autoroutes électroniques, où les notions de frontière, d'État même, sont reléguées au second plan. Sommes-nous véritablement en train d'assister, via Internet et les autres réseaux de télécommunication, à une gigantesque connexion mondiale, qui reliera virtuellement toutes les parties du monde ? Et surtout, sommes-nous, en tant que bibliothécaires, réellement ou suffisamment impliqués dans les décisions importantes qui se prennent actuellement dans la planification de ces super réseaux d'information ?

Ce numéro thématique d'*Argus*, bien incomplet forcément, lève donc un coin de voile, en montrant ce qui se fait « là-bas » ainsi que quelques impacts de la mondialisation sur notre profession.

La revue s'ouvre sur un *Dossier* qui présente et situe la problématique, en démêlant notamment les notions de « bibliothéconomie internationale » et de « bibliothéconomie comparée ». Suivent deux études de cas (*Théorie et applications*), l'une se penchant sur des projets novateurs menés dans certaines bibliothèques scolaires en Angleterre et aux États-Unis, l'autre racontant les difficultés vécues par un bibliothécaire au Cap-Vert qui veut y établir et organiser un service documentaire de qualité. Malgré certaines améliorations, force est de constater qu'à l'heure de l'autoroute électronique, les inégalités Nord-Sud en matière d'information restent criantes.

La chronique *Techno-Express* retrace l'évolution historique d'Internet et des réseaux nationaux aux États-Unis, au Japon, en Europe, au Canada et au Québec. L'auteur fait le point sur les défis auxquels sont présentement confrontés ces pays ainsi que le rôle pouvant être joué par les bibliothécaires. La mondialisation entraîne bien évidemment des incidences financières sur nos institutions. C'est ce dont nous entretient la chronique *Gestion-Action*. Finalement, *Biblio-Culture* présente une liste annotée de monographies récemment publiées sur la bibliothéconomie internationale et comparée.

Drabe, stagnante, sclérosée la bibliothéconomie ? Allez raconter ça à d'autres... Oui, ailleurs comme ici, nous sommes en plein cœur de bouleversements majeurs qui vont modifier nos façons de faire, nos habitudes. Nous n'échapperons pas, comme bien d'autres secteurs de la société, à la vague mondiale. Prenons donc conscience collectivement des défis majeurs qui nous attendent et retrouvons-nous les manches. Ensemble.

Bonne lecture !

Patrick Delobel, bibl. prof.

LOGICIELS AD HOC

documents administratifs
procès-verbaux
centre de documentation

SUR MESURE

(514) 385-5510



analyse de besoins
formation
programmation



DOCUMENSA
Ingénierie documentaire
Document Engineering

La Bibliothèque québécoise

La plus grande source d'informations sur la société québécoise ... sur CD-ROM!

Accès direct à plus de 460 000 références bibliographiques: grande diversité de publications sur une période de plus de 10 ans et couvrant tous les sujets d'importance tels actualité, santé, affaires, communications, environnement, publications gouvernementales.

Outil de travail bibliographique: les documents repérés peuvent être imprimés selon une variété de formats ou transférés dans d'autres bases privées.

Repérage aisé, rapide et précis: l'interrogation s'effectue avec une version allégée de notre logiciel *EdiBase* avec menus déroulant à l'écran, questions en langage naturel ou avec opérateurs de recherche, index de recherche multiples, tri par ordre de pertinence, etc.

Bases: *Index de l'actualité, Index des affaires, Index de la santé et des services sociaux;* bibliographies sur les communications au Québec, sur l'environnement et l'aménagement du territoire québécois; publications gouvernementales québécoises.

801, rue Sherbrooke Est, bureau 615
Montréal (Québec) Canada H2L 1K7
Téléphone : (514) 524-7722
Télécopieur : (514) 524-5441



Boîte aux lettres

■ Une fédération d'associations en bibliothéconomie ?

Pour faire suite à l'invitation de votre comité à faire des commentaires sur l'article écrit par Monsieur Gérard Mercure dans le dernier numéro d'*Argus* (volume 22, n° 2, automne 1993), j'aimerais vous communiquer mon opinion sur la question « Y a-t-il trop d'associations en bibliothéconomie au Québec ? ».

Je réponds, peut-être trop facilement : oui, il y a trop d'associations ! Par exemple, je vois une façon de faire des économies d'efforts dans la gestion de l'A.S.T.E.D. et de la C.B.P.Q., sans compromettre leurs mandats distincts. Il s'agirait de réunir les secrétariats des deux associations. Un partage des locaux, du personnel de soutien et de l'infrastructure pourrait contribuer à une synergie dynamique tout en exerçant cependant un contrôle des coûts pour les membres qui appartiennent souvent aux deux associations en même temps (c'est mon cas).

Une réussite de ce genre entre ces deux associations serait propice à la venue d'une autre association dans notre domaine qui pourrait s'ajouter à cette fédération ou plutôt confédération d'associations. Pourquoi pas un carrefour des associations en documentation-technologies de l'information ? J'espère que mon avis pourra contribuer à solutionner la question soulevée par Monsieur Mercure.

John O'Shaughnessy

Coordonnateur
Informathèque
Banque Royale du Canada

■ Évaluation : est-ce bien suffisant ?

Votre article sur l'évaluation du rendement du personnel (volume 22, n° 2), bien lu, sera salubre à la réflexion. Il y a quelques années, je lisais dans une publication européenne que la gestion avait concentré ses efforts sur les projets, en négligeant les personnes. Cela ressemble à l'attitude de médecins pour qui seules les maladies aiguës seraient dignes d'intérêt.

Ce manque d'attention aux questions moins rentables politiquement a provoqué une montagne de problèmes, dont les effets sont de tuer la motivation, d'engendrer des conflits, de créer des partisaneries...

Alors, comment parler d'évaluation après une si longue négligence ? Les faux plis sont indélébiles et les blessures, mal cicatrisées. Un vent frais et du sang neuf feraient mieux l'affaire...

Louise Marcil

Conseillère à la recherche
Faculté de médecine
Université Laval

N.D.L.R. Vous aussi, vous avez envie de réagir après la lecture d'un article de la revue ? La rubrique « Boîte aux lettres » est faite pour vous. Toute personne désireuse d'apporter son point de vue ou ses réflexions, ou qui aurait des suggestions ou des commentaires sur un aspect ou un autre d'*Argus* peut envoyer une courte lettre, par courrier ou par télécopie, en français ou en anglais, à l'attention du Comité de rédaction, au secrétariat de la C.B.P.Q. : 307 rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 320, Montréal, Québec, H2X 2A3. N° télécopieur : (514) 845-1618. Veuillez noter que le Comité de rédaction se réserve le droit d'abréger les lettres reçues et ne peut s'engager à publier tout le courrier qu'il recevra.

**PIERRE
LAROCHELLE**
reliure inc.

615, 4^e Rue, Shawinigan (Québec) G9N 1G9

**SPÉCIALISTE DE RELIURE DE LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE ET SCOLAIRES
FOURNITURE ET ÉQUIPEMENT DE BIBLIOTHÈQUE**

Tél.: (819) 537-1617 / 1-800-567-9373 / Fax: (819) 537-3846



La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession

Marcel Lajeunesse

Directeur et professeur titulaire
École de bibliothéconomie et
des sciences de l'information
Université de Montréal

Dossier

La discipline et la profession bibliothéconomiques, comme tout le secteur des sciences de l'information, doivent être étudiées et exercées aujourd'hui dans un cadre international. Si la bibliothéconomie comparée est un domaine d'étude et de recherche qui emploie la méthode comparative, la bibliothéconomie internationale, plus large, se penche sur les pratiques étrangères, la coopération internationale et les grands programmes impliquant les organismes et les associations internationales.

Comparative and international librarianship: an essential component of the discipline and of the profession

Both the discipline and the profession of librarianship, in common with all the information sciences, must today be studied and practised within an international framework. Comparative librarianship is a field of study and research which utilizes the comparative method, whereas international librarianship, wider in scope, studies foreign practice, international cooperation and the major programs involving international organizations and associations.

En octobre 1991, la revue *Canadian Library Journal* posait, dans un éditorial, la question suivante : « Y a-t-il une bibliothéconomie canadienne ? » (Birdsall, 1991). On aurait pu, tout aussi bien, poser la question des apports et des influences de la bibliothéconomie américaine sur la bibliothéconomie canadienne, des similarités et des différences de la bibliothéconomie du Canada anglophone et de la bibliothéconomie québécoise. Ce sont là des questions pertinentes pour un domaine d'activités qui est exercé dans une société donnée et pour lequel les facteurs politiques, culturels, économiques et sociaux sont importants.

D'entrée de jeu, nous affirmons que les aspects comparés et internationaux de l'information touchent aujourd'hui tous les professionnels dans l'exercice de leur profession, qu'ils soient dans un grand service d'information, une bibliothèque nationale, universitaire ou de recherche, dans une petite bibliothèque ou dans un petit centre de documentation. Cette préoccupation internationale n'est plus l'apanage de quelques personnes, décideurs, responsables des relations avec l'étranger ou amateurs d'exotisme. Avant toute décision relativement à un choix de méthodes, de procédés et même d'équipement, le bibliothécaire contemporain, même d'une petite bibliothèque, doit s'interroger sur la compatibilité, l'intégration possible à un réseau. Bref, il est rejoint par l'impératif de la normalisation, préalable essentiel de toute coopération nationale et internationale. Depuis quelques décennies, l'internationalisme est un paradigme de l'exercice des professions documentaires.

Développement de l'internationalisme dans le monde de l'information

La bibliothéconomie et l'archivistique sont de très vieilles professions qui remontent aux débuts de la civilisation de l'écrit. Dans les bibliothèques de l'Antiquité, les valeurs internationales étaient grandement valorisées. Les bibliothèques d'Alexandrie et de Pergame avaient des ambitions qui dépassaient les limites de leur État hellénistique et elles rassemblaient avec effort les écrits du monde connu de l'époque. Alexandrie et Pergame ne faisaient que poursuivre l'initiative d'Assourbanipal qui avait, dans son royaume entre le Tigre et l'Euphrate, rassemblé dans sa bibliothèque de Ninive les écrits de Mésopotamie et de l'extérieur. Quelques siècles plus tard, le réseau des bibliothèques publiques de la Rome impériale développait d'importantes collections bilingues latin-grec provenant de tout l'Empire.

La Renaissance renouait avec la conception universaliste et encyclopédique de la bibliothèque de l'Antiquité. La révolution de l'imprimé, dans la seconde moitié du XV^e siècle, a permis l'émergence de grandes bibliothèques. La quantité devenait un facteur avec lequel les bibliothèques devaient dorénavant compter. Dans le premier traité moderne de bibliothéconomie, *Advis pour dresser une bibliothèque*, publié en 1627, Gabriel Naudé donnait aux bibliothèques la mission de

La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession

rassembler, d'organiser et de conserver le patrimoine bibliographique de l'humanité. De même, le philosophe allemand Leibniz dont on oublie qu'il fut, au tournant des années 1700, en plein siècle des Lumières, en tant que bibliothécaire à la Cour de Hanovre, un promoteur de conceptions audacieuses et modernes en ce qui concerne l'organisation des connaissances, le développement des encyclopédies et de la coopération inter-bibliothèques.

À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, on assiste à l'essor d'une nouvelle étape avec l'émergence de grandes bibliothèques nationales « à vocation internationale » comme la Nationale de Paris avec Delisle, le British Museum de Londres avec Panizzi et la Library of Congress de Washington avec Putman. Il en était de même avec les grandes bibliothèques universitaires allemandes et américaines, comme corollaires de la multiplication des programmes de recherche et de doctorat. La contribution des Belges Otlet et La Fontaine au monde de la documentation introduit la période contemporaine de l'internationalisme en sciences de l'information : ils fondent, en 1895, la première organisation internationale, la Fédération internationale de documentation (FID), et ils développent cet objectif ambitieux de bibliographie universelle (Keresztesi, 1981).

La paix de 1918 proclamait « Plus jamais la guerre » après les affres de la Grande Guerre. La coopération entre bibliothèques et bibliothécaires fut un des moyens d'expression de l'Institut international de coopération intellectuelle, organisme de la Société des Nations. La circulation de l'information par l'organisation de la coopération entre bibliothèques servirait la coopération entre nations, donc l'organisation d'un monde pacifique. La naissance de l'International Federation of Library Associations (IFLA), en 1927, concourait à la

réalisation de cet objectif. Jusqu'aux années 1950, l'IFLA a rassemblé, à ses congrès annuels, les dirigeants des grandes bibliothèques nationales et universitaires ; avec la décennie 1950, nous avons connu l'élargissement et la démocratisation de cette association internationale.

L'Unesco, institution spécialisée des Nations-Unies, a repris, après la Deuxième Guerre mondiale, les grands idéaux de coopération internationale en ce qui concerne l'éducation, la culture et la science. Elle a suscité la création, en 1947, après la FID et l'IFLA, d'une troisième association internationale, le Conseil international des Archives (CIA). Il faut dire que l'archivistique a sans doute des assises nationales plus fortes que la bibliothéconomie, les archives étant liées par essence aux structures de gouvernement et de gestion des États nationaux. Le Conseil international des archives a suscité l'émergence de liens (tables rondes annuelles, congrès quadriennaux, revue *Archivum*, etc.) qui se sont considérablement resserrés ces dernières décennies ; ils se développent aussi par le biais des travaux sur les règles de description, sur la constitution de réseaux d'archives, du programme RAMP (Records and Archives Management Program) qui, par les 74 études publiées depuis 1979, a raffermi et élargi le corpus de connaissances en archivistique.

Il y a tout un chapitre à écrire sur la contribution capitale de l'Unesco au milieu du livre, de l'alphabétisation, au domaine des bibliothèques, de l'information scientifique et technique, des archives. De 1947 à 1976, la Division de la documentation des bibliothèques et des archives (DBA), la Division de l'information scientifique et technique et, depuis 1976, le Programme général d'information (PGI) ont consolidé fortement le domaine comparé et international de l'information. La longue existence du *Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques* (1947-1978) et de la *Revue de l'Unesco pour la science de l'information, la bibliothéconomie et l'archivistique* (1979-1983) a fortement contribué à l'émergence des études comparées et internationales en bibliothéconomie, en sciences de l'information et en archivistique. La création du logiciel CDS/ISIS, de même que la promotion du Programme intergouvernemental pour la coopération dans le domaine de l'information scientifique et

technologique (UNISIST) doivent être mises au crédit de l'Unesco. L'appui constant qu'elle a accordé aux associations internationales dans la discipline, l'IFLA, la FID et la CIA a été un autre facteur de la mise en place de programme de recherches et de coopération internationale (Parker, 1974).

Il y a beaucoup de confusion en ce qui touche les termes de bibliothéconomie comparée et internationale qui sont, la plupart du temps, joints l'un à l'autre indistinctement. Une clarification s'impose sur ces termes qui sont différents, mais complémentaires. Plusieurs spécialistes ont contribué à en préciser les concepts (Danton, 1973 ; Simsova, 1974 ; Krzys, 1974 et Harvey, 1977).

La notion de bibliothéconomie comparée

On admet de plus en plus que l'étude comparative fournit une perspective nécessaire à l'étude des problèmes d'une discipline ou d'une profession. La bibliothéconomie a intégré les études comparatives dans ses programmes d'études, à l'instar d'autres disciplines comme le droit, l'éducation, la linguistique, la sociologie et les sciences politiques. C'est avec l'éducation comparée que la bibliothéconomie comparée peut sans doute établir les plus grandes similarités. En effet, le domaine le plus apparenté à la bibliothéconomie est l'éducation. Comme la bibliothéconomie, l'éducation se préoccupe d'institutions au sens physique du terme. Elle s'intéresse aux juridictions politiques ou institutionnelles qui les soutiennent, aux domaines d'ordre administratif, tels les finances et le personnel, à l'information, aux livres et à la lecture, et surtout au service à la société (vocation professionnelle et sociale). Les bibliothèques, les services d'information et d'archives ont, à travers le monde, une base culturelle évidente ; ils dépendent de la société dans laquelle ils existent, à tel point qu'il est impossible de les étudier isolés de leur environnement.

Si l'on s'entend pour voir la comparaison des données en vue de conclusions, de généralisations, comme l'essentiel de la

La
bibliothéconomie
comparée et
internationale :
une composante
essentielle de la
discipline et de
la profession

méthode comparative, on conçoit aussi la bibliothéconomie comparée comme une matière d'étude et de recherche complémentaire de l'histoire des bibliothèques :

« *Comparative librarianship is related to and coordinated with the discipline as a whole in much the same way as its closely related sister, library history. What library history strives to discern in studying and explaining the vertical, or past, development of libraries, comparative librarianship generally attempts to achieve through a horizontal examination, that is, a view of the patterns and differentiations of present time structure. In some sense, at least, comparative librarianship is a prolongation into the present of library history* » (Danton, 1973, p. 116).

En d'autres mots, si l'histoire des bibliothèques donne une vue diachronique de la bibliothéconomie, la bibliothéconomie comparée, quant à elle, offre une observation synchronique.

La bibliothéconomie comparée est un domaine qui analyse les bibliothèques, les systèmes de bibliothèques, des aspects ou des problèmes de la bibliothéconomie dans au moins deux environnements nationaux, culturels ou sociétaux, dans le but d'en comprendre, par l'analyse, les similarités et les différences, en vue d'en arriver ultimement à des généralisations et à des principes. De plus, si la bibliothéconomie comparée est une matière d'étude et de recherche, elle est, par la méthode comparative qu'elle emploie, une méthode, une façon d'observer. La bibliothéconomie comparée collige des données (description), les interprète à la lumière de nombreux facteurs des sciences sociales, les juxtapose (similarités et différences) pour en arriver à une comparaison qui doit montrer des relations entre facteurs. Les éléments essentiels de la bibliothéconomie comparée sont naturellement la comparaison,

la prise en compte de l'élément international (cross-national) ou inter-culturel (cross-cultural) et l'explication des similarités et des différences observées (Collings, 1972 ; Mackee, 1983 ; Wang, 1985).

Les études de bibliothéconomie comparée contribuent, d'une manière importante, à l'avancement de la discipline et servent de guides dans l'action (Foskett, 1976 ; Hassenforder, 1968). La bibliothéconomie est une discipline professionnelle appliquée et n'est pas une science de laboratoire. Il y a beaucoup à apprendre par une comparaison rigoureuse des essais, des expériences, des contributions des autres. Nous pouvons comparer notamment des codes de catalogage, des systèmes de classification, des méthodes de gestion des collections, des modèles de services de communication de l'information, des modèles de coopération entre bibliothèques, des structures de gestion des bibliothèques publiques régionales.

De nombreux exemples d'études comparées dans notre discipline peuvent toucher des études régionales, des études internationales ou des études de cas. Periam Danton (1973) a produit une étude classique sur la comparaison entre les politiques de développement des collections dans les bibliothèques universitaires américaines et allemandes ; Martine Prévot (1990) a comparé la formation des professionnels de l'information dans les pays de la Communauté européenne, tandis qu'une autre étude mettait en relief la formation des professionnels de l'information dans l'aire francophone (Lajeunesse, 1979). Harry Campbell (1967) a rédigé une étude comparant la planification des bibliothèques publiques des grandes agglomérations urbaines à travers le monde. La législation est un domaine qui se prête très bien à une analyse comparative : par exemple, Frank Gardner (1972) a publié une très importante étude comparative de la législation en matière de bibliothèque publique qui mériterait une révision en profondeur ; une étude sur la législation des pays africains d'expression française présente, par l'analyse de cet aspect, un portrait du développement de ces pays en matière de bibliothèques et d'information (Lajeunesse et Sène, 1984), de même qu'une étude comparative sur la législation archivistique à travers le monde trace le tableau de l'état d'avancement des politiques nationales d'archives (Couture et Lajeunesse, 1993).

On peut comparer des réseaux de bibliothèques, des bibliothèques nationales (mission, dépôt légal, bibliographie nationale, etc.), l'organisation professionnelle dans deux ou plusieurs pays, ou encore la structure organisationnelle de nombreux genres de bibliothèques, etc. La bibliothéconomie possède un large corpus de connaissances descriptives, l'enquête étant la méthode de recherche par excellence de notre discipline. Il importe que l'étude comparée dépasse la simple description pour en arriver à la comparaison et à l'interprétation. Au Canada, il est tout à fait possible, en respectant les exigences inter-culturelles, de produire une étude comparée de bibliothèques à l'intérieur du pays même, entre le Québec et l'Ontario par exemple.

Nous avons mentionné que la bibliothéconomie comparée se prêtait particulièrement bien à des études qui peuvent élargir la compréhension d'un problème, raffermir la connaissance d'un domaine. Le spécialiste britannique Foskett avance que la connaissance comparée des systèmes a fait progresser les domaines de l'indexation, de l'informatisation et a apporté des changements considérables dans le traitement de l'information (Foskett, 1976). La bibliothéconomie comparée est un domaine exigeant qui requiert de fortes connaissances interdisciplinaires. Elle est plus qu'un exercice académique ; elle est une matière créatrice, qui peut apporter des solutions, qui peut suggérer et développer de nouveaux modèles, et aussi de nouveaux champs de recherche et de développement. Elle est particulièrement importante dans un programme d'études supérieures si l'on veut joindre à la fois la recherche et la connaissance des expériences extérieures et dépasser son propre système culturel de valeurs. Si l'approche comparative est naturelle aux sciences sociales, elle est propre aux études supérieures qui doivent être à la fois critiques et comparées.

Le concept de bibliothéconomie internationale

Le concept de bibliothéconomie internationale est très large. Il englobe, en réalité, tout ce qui n'est pas national, ou alors, il concerne les actions de coopération internationale. C'est le domaine de la

La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession

bibliothéconomie qui s'intéresse aux services bibliothéconomiques des pays étrangers, aux activités des organismes internationaux, de même qu'aux actions de coopération internationale (Parker, 1974).

Depuis le tournant des années 50, nous constatons une très forte internationalisation des problèmes du monde des sciences de l'information, et la conjonction des actions de l'Unesco, de l'IFLA, de la FID et du CIA a accéléré cette internationalisation. Il va sans dire que le développement de la technologie a permis d'enseigner ou d'apporter des solutions d'envergure régionale et mondiale.

En premier lieu, la normalisation s'imposa comme préalable à la constitution de larges réseaux de circulation de l'information. Les Conférences de Paris (1961) et de Copenhague (1969) ont été des étapes capitales dans les travaux de normalisation de la description bibliographique. Il était normal que la priorité soit mise sur les règles de description catalographique. En effet, en raison de l'émergence des systèmes automatisés, il était nécessaire de compléter les règles d'entrée par une description normalisée de la notice bibliographique. L'élaboration et la diffusion de l'ISBD (International Standard Bibliographic Description) rendaient possible une normalisation de la description bibliographique au plan international. Des règles ISBD ont été développées pour les différents types de documents. Ce fut un chantier immense que celui-là. Si la normalisation de la description est maintenant chose réglée chez les bibliothécaires, il n'est pas de même chez les archivistes où les Règles de description des documents d'archives (RDDA) sont un grand sujet de travail et de discussion. Comme les bibliothécaires, les archivistes se rendent compte que les échanges d'information à une large échelle ne peuvent être les corollaires que de méthodes de travail normalisées.

Le Contrôle bibliographique universel (CBU), issu du rêve d'Otlet et de La Fontaine, a été lancé par l'IFLA en 1973 ; il repose sur un principe qui a été défini en 1969 dans une résolution de la réunion internationale des experts du catalogage, à savoir l'échange d'information, la normalisation de la description catalographique et le rôle dévolu à l'agence bibliographique nationale en matière de contrôle bibliographique. Le CBU est un vaste programme à long terme en tant que système mondial d'échanges de données bibliographiques. D'aucuns ont qualifié ce projet d'utopique : si le contrôle bibliographique au plan national n'est pas facile, vouloir établir un contrôle bibliographique universel relève quasiment du rêve. Le succès de l'opération dépend avant tout des réalisations au plan national : de l'existence et de l'application du dépôt légal, de l'existence d'une agence bibliographique nationale (la plupart du temps la bibliothèque nationale) et de la publication d'une bibliographie nationale « normalisée ». Les applications varient entre pays du Nord et pays du Sud. D'ailleurs, l'Unesco publie des états quinquennaux de la situation du contrôle bibliographique dans le monde ; dans ces états périodiques, *Les services bibliographiques dans le monde*, Marcelle Beaudiquez tient la communauté internationale informée de l'état d'avancement au plan des différents pays. Le monde bibliothéconomique peut se permettre d'être optimiste : le programme est bien implanté, surtout dans les pays grands producteurs d'information.

Le Contrôle bibliographique universel a donné naissance à un autre grand programme, la DUP (Disponibilité universelle des publications). Enregistrer toutes les publications du monde est indispensable, mais cela n'est pas suffisant. Il faut rendre ces publications accessibles à quiconque veut se les procurer ou les consulter, en n'importe quel point du globe. L'expression « disponibilité universelle des publications » implique à la fois l'accès à toutes les publications du monde et l'accès de tout le monde aux publications : la première condition exige l'établissement de vastes collections, la seconde, un système de prêt universel. La DUP complète le CBU et le prolonge. La DUP a été mise en route par l'IFLA en 1978. Il faut être conscient que ce programme ne sera pas réalisé en un court

laps de temps : il est en quelque sorte un idéal pour la communauté bibliothéconomique et un service que celle-ci rendra à l'humanité. Les obstacles sont quand même nombreux : ils peuvent être d'ordre économique, du niveau de l'alphabétisation, de la censure, des communications, de la technologie, etc.

Ces deux programmes, inter-reliés, font partie du rêve possible de l'humanité de connaître et d'avoir accès à son patrimoine bibliographique. Sans contrôle bibliographique universel, on ne voit pas comment réaliser l'accès universel aux publications ; de même, sans l'accès aux publications, on ne voit pas l'utilité du contrôle bibliographique universel (Rovelstad, 1978).

Au cours de la décennie 70, l'Unesco, l'IFLA, la FID et le CIA ont beaucoup réfléchi et écrit sur la planification des services d'information, sur l'établissement d'un système national d'information, étant bien entendu que l'information est une richesse naturelle qui a besoin d'être harnachée, organisée et intégrée parmi les autres ressources nationales dans l'élaboration d'un plan national (Penna, 1971). L'Unesco a convoqué, en 1974, une Conférence intergouvernementale sur la planification des infrastructures nationales en matière de documentation, de bibliothèques et d'archives. Le NATIS était né. L'intervention gouvernementale dans le domaine de la planification nationale des services de bibliothèques et d'information est fondée essentiellement sur la reconnaissance de l'information comme facteur primordial du développement national et sur l'obligation, largement reconnue par les États contemporains, d'assurer à tous les citoyens le plein exercice du droit à l'information. En réalité, le but recherché par un système national d'information est d'en arriver à un usage rationnel des budgets destinés au développement des services de bibliothèques, d'information et d'archives, d'obtenir de ces services un meilleur rendement, de même qu'un service plus efficace pour toutes les catégories d'utilisateurs.

À la fin des années 70, le Programme général d'information de l'Unesco créait à l'intention du monde de l'archivistique le programme RAMP (Records and Archives Management Program) qui a publié, depuis, 74 études rédigées par les

La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession

meilleurs experts internationaux du domaine. Ce programme a comme but d'élargir et de renforcer le corpus de connaissances de l'archivistique, sous ses aspects, les archives courantes (records management) et les archives historiques. Ce programme reconnaissait l'importance des archives comme composante essentielle des richesses informationnelles d'un pays et la nécessité de les organiser scientifiquement. Le programme a contribué, au cours des quinze dernières années, à structurer d'une manière substantielle l'archivistique comme discipline autonome des sciences de l'information.

Quand on mentionne l'internationalisation des problèmes de l'information dans le monde contemporain, on pense à de nombreux problèmes, tels les flux transfrontières des données, conséquence du transfert de l'information par le biais des canaux ou des réseaux de télécommunication. Dans un premier temps, les bibliothèques ne se sentaient pas concernées par ces transactions entre pays. Les données bibliographiques, la portion qui intéresse les bibliothèques, sont une partie restreinte de ces flux, mais elles sont importantes en termes d'accès à l'information de recherche. Il y a dans cette question plusieurs aspects : des aspects juridiques touchant le droit au respect de la vie privée et au respect de la souveraineté nationale, des aspects économiques liés aux échanges internationaux. Ces problèmes font désormais partie de la nouvelle donne des sciences de l'information, et l'IFLA l'a pris en compte, en 1986, en créant un programme portant sur les télécommunications et les flux transfrontières de données.

La formation des professionnels de l'information est un autre secteur largement ouvert à l'internationalisme (Dosa, 1989). Il est normal qu'il en soit ainsi. L'enseignement et la recherche dans une discipline transcendent les frontières

nationales, et l'université a besoin d'être largement ouverte sur le monde pour exister et fonctionner, la circulation de l'information étant en quelque sorte sa raison d'être. Le grand phénomène des dernières décennies en ce qui concerne la formation est la normalisation du modèle nord-américain d'école universitaire privilégiant la recherche et les études supérieures. Ce modèle, basé sur celui de Dewey à Columbia en 1887, a connu bien des étapes (et des études) dont le rapport Williamson, l'adoption de l'agrément, le passage à la maîtrise comme premier grade terminal, l'émergence de programmes de doctorat. On peut dire aujourd'hui que ce modèle a été adopté par le reste du monde. Avec évidemment un certain nombre de nuances. Nous pouvons observer, également dans ces écoles, une coopération aux niveaux régional et international, des échanges de professeurs, de même que l'accueil d'étudiants étrangers dans nos écoles (Lajeunesse, 1993).

Nous avons mentionné, à plusieurs reprises dans ce texte, le rôle joué par les trois grandes associations internationales dans le domaine, soit la Fédération internationale de documentation (FID), l'International Federation of Library Association and Institutions (IFLA) et le Conseil international des archives (CIA). Leur importance est considérable : ils sont initiateurs ou acteurs des grands programmes en sciences de l'information (CBU, DUP, NATIS, RAMP, etc.). Par ailleurs, il y a des dizaines, des centaines d'autres associations régionales ou internationales qui tissent, entre les professionnels, des liens durables. Ces associations sont souvent très spécialisées : par exemple, elles visent les écoles ou les professeurs de bibliothéconomie et de sciences de l'information, les bibliothécaires scolaires, les bibliothèques parlementaires, les grandes bibliothèques publiques, les bibliothèques universitaires et de recherche, etc. Ces associations peuvent rassembler des établissements ou des professionnels dans une aire géographique donnée ou dans une aire linguistique, par exemple les pays arabes, les pays francophones (Richer, 1984), les pays hispanophones ou anglophones, tels ceux du Commonwealth. Par leurs bulletins, congrès et activités, ces associations contribuent à internationaliser la vision et les actions des professionnels de l'information.

Il ne faut pas passer sous silence les centaines de réseaux ou systèmes internationaux ou régionaux d'information sur des domaines très variés qui quadrillent le monde actuel. Mentionnons-en quelques-uns à titre d'exemples : AGRIS (Système international d'information et de documentation sur les sciences et la technologie agricole), DEVSIS (Système d'information sur les sciences de développement), INFOTERRA (Système international de l'information environnementale), INIS (Système international d'information nucléaire), MEDLARS (Système de dépistage et d'analyse des documents médicaux), PANGIS (Réseau panafricain pour un système d'information géologique), PADIS (Système panafricain de documentation et d'information scientifique) et POPIN (Réseau international d'information en matière de population). Ces nombreux systèmes ou réseaux d'information qui nécessitent, pour s'y retrouver à travers une forêt de sigles, le recours à un répertoire, caractérisent l'organisation de l'information spécialisée du monde contemporain.

Les bibliothèques, les archives et l'information ont fait l'objet d'actions de coopération internationale de la part des ONG (organisations non gouvernementales) et des organismes de coopération des gouvernements, ce qui montre que l'information est considérée de plus en plus comme un outil au service du développement. Le Canada n'est pas étranger à ce phénomène. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches en développement international (CRDI) ont eu et ont toujours des actions de coopération touchant l'information (de Chantal, 1975 ; Murray-Lachapelle, 1978). L'ACDI a notamment construit la Bibliothèque nationale de Côte d'Ivoire, a développé la Bibliothèque de l'Université de Maurice, a financé des projets de coopération de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal (EBSI) avec le Sénégal et le Maroc. Pour sa part, l'action du CRDI s'exerce par le biais de sa Division des sciences de l'information : on vise à la mise en place de systèmes régionaux d'information, l'édification ou le renforcement d'infrastructures, la diffusion d'outils (MINISIS) ou de méthodes pour le partage de l'information, l'organisation de l'information pour le développement rural et la formation du

La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession

personnel spécialisé en sciences de l'information. De nombreux étudiants d'Afrique ou des Caraïbes sont venus étudier à l'EBSI dans le cadre des projets du CRDI. De plus, le CRDI, avec le concours de l'ACDI, a subventionné un projet de réseau pédagogique coopératif pour l'enseignement de l'informatique documentaire entre l'EBSI, l'École des bibliothécaires, archivistes et documentalistes de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et l'École des sciences de l'information de Rabat. La coopération internationale en matière d'information n'est pas limitée au seul Canada. Les principaux pays industrialisés (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon, pays scandinaves, Pays-Bas, Suisse, etc.) ont des actions de coopération dans le domaine des bibliothèques et des archives en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie.

La technologie est un des promoteurs fondamentaux de l'internationalisme. On la retrouve partout. Elle soutient le développement des réseaux, elle procure un langage commun, elle rend possible la réalisation d'ambitieux programmes de nature internationale (tels le CBU et la DUP), elle force les professionnels de l'information à travailler de plus en plus ensemble (Bliss, 1993). Il y a tout un chapitre à écrire sur l'apport de la technologie à la réalisation d'objectifs internationaux en sciences de l'information : par la technologie, la coopération régionale et internationale est passée à une vitesse supérieure. Cette orientation est là pour rester. Elle va même s'accroître au cours des décennies qui viennent.

Il y a actuellement une littérature professionnelle de type international. Au-delà de beaucoup de périodiques qui publient, à l'occasion, des articles relatant des expériences internationales, et succédant à l'Unesco qui, de 1947 à 1983, a fait un effort inestimable, quelques revues

spécialisées ont une mission exclusivement internationale. Il faut mentionner les principales : *Libri* (Danemark, 1950-), *Archivum* (Paris, CIA, 1951-), *International Information and Library Review* (Grande-Bretagne, 1969-), *IFLA Journal* (LaHaye, IFLA, 1975-), *Education for Information : the International Review of Education and Training for Library and Information Science* (Pays-Bas, 1983-), *International Development : the International Journal for Librarians, Archivists and Information Scientists* (Grande-Bretagne, 1985-) et *Alexandria* (Grande-Bretagne et États-Unis, 1989-) portant sur les bibliothèques nationales. On ne saurait sous-estimer les deux outils d'information et de recherche de base que sont l'*Encyclopedia of Library and Information Science* publiée à New York par Dekker depuis 1969 et l'*ALA World Encyclopedia of Library and Information Services* publiée à Chicago par l'American Library Association en 1986 (une nouvelle édition est attendue bientôt).

Conclusion

Le domaine de l'information, des bibliothèques et des archives est, par essence, un domaine de nature internationale. L'information ne s'arrête pas aux frontières des États nationaux. On l'a constaté dans le passé. La grande différence actuellement, c'est l'accélération de l'internationalisation de la discipline et de la profession. Il est donc normal que le phénomène que l'on constate donne lieu à plus d'observations, à plus de recherches, à plus de publications.

Depuis la fin des années 40, l'internationalisme s'est imposé graduellement tant en bibliothéconomie, en sciences de l'information qu'en archivistique. L'Unesco a été une actrice majeure du développement de l'internationalisme en information. Par ses actions, par ses missions, par ses revues et ses publications, par ses conférences intergouvernementales, par ses grands programmes (CBU, DUP, NATIS, UNISIST, RAMP, etc.), par son soutien constant aux associations professionnelles internationales (FID, IFLA, CIA), l'Unesco a joué un rôle prépondérant. Il est important de le souligner haut et fort, au moment où son rôle n'est plus ce qu'il était.

On a écrit, depuis longtemps, que l'objectif ultime des professions de l'information, c'est de rassembler, de conserver et de diffuser le patrimoine bibliographique et archivistique de l'humanité. À l'aube du prochain millénaire, cet objectif peut sans doute être réalisé, dans les faits, grâce aux impératifs et à l'appui de l'informatique documentaire et des technologies de l'information.

Références

- BIRDSALL, William. « Is there a Canadian librarianship ? ». *Canadian Library Journal*, vol. 47, n° 5 (October 1991), pp. 303-305.
- BLISS, Nonie J. « The emergence of international librarianship as a field ». *Libri*, vol. 43, n° 1 (1993), pp. 39-52.
- CAMPBELL, Harry. *Metropolitan Public Library Planning throughout the World*. Oxford, Pergamon Press, 1967.
- CHANTAL, Jean de. « Bibliothèques et archives du Tiers-Monde : problèmes et perspectives ». *Documentation et bibliothèques*, vol. 21 (juin 1975), pp. 85-95.
- COLLINGS, Dorothy G. « Comparative librarianship ». In : *Encyclopedia of Library and Information Science*. N.Y., Dekker, 1972, vol. 5, pp. 492-502.
- COUTURE, Carol et LAJEUNESSE, Marcel. *Législations et politiques archivistiques dans le monde*. Québec, Documentor, 1993, 417 p.
- DANTON, Joseph Periam. *The Dimensions of Comparative Librarianship*. Chicago, ALA, 1973, 184 p.
- DOSA, Martha. « The international environment of information education ». *The Bookman*, vol. 48 (Fall 1989), pp. 40-44.
- FOSKETT, Douglas J. *Reader in Comparative Librarianship*. Englewood, Colo., Information Handling Services, 1976, 333 p.
- GARDNER, Frank M. *Étude comparative relative aux bibliothèques publiques*. Paris, Unesco, 1972, 321 p.
- HARVEY, John F. *Comparative and International Library Science*. Metuchen, N.J., Scarecrow, 1977, 28 p.

La bibliothéconomie comparée et internationale : une composante essentielle de la discipline et de la profession

□ HASENFORDER, Jean. « Les études comparatives et le développement des bibliothèques publiques ». *Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques*, vol. 22, n° 1 (janvier-février 1968), pp. 73-79.

□ JACKSON, Miles N. *International Handbook of Contemporary Developments in Librarianship*. Westport, Conn., Greenwood, 1981, 619 p.

□ KERESZTESI, M. « Prolegomena to the history of international librarianship ». *Journal of Library History*, vol. 16, n° 20 (1981), pp. 435-448.

□ KRZYS, Richard. « International and comparative study in librarianship research methodology ». In : *Encyclopedia of Library and Information Science*, N.Y., Dekker, 1974, vol. 12, pp. 325-343.

□ KRZYS, Richard and LITTON, Gaston. *World Librarianship : a Comparative Study*. N.Y., Dekker, 1983, 239 p.

□ LAJEUNESSE, Marcel. « La formation des professionnels de l'information dans les pays francophones : étude comparative ». *Revue de l'Unesco pour la science de l'information, la bibliothéconomie et l'archivistique*, vol. 1 (avril-juin 1979), pp. 130-141.

□ LAJEUNESSE, Marcel. « Les écoles canadiennes de bibliothéconomie et des sciences de l'information et la scène internationale ». *Canadian Journal of Information and Library Science = Revue canadienne des sciences de l'information et de bibliothéconomie*, vol. 18, n° 1 (avril 1993), pp. 64-73.

□ LAJEUNESSE, Marcel et SENE, Henri. « Les problèmes de législation en matière de services de bibliothèques et d'information dans les pays africains d'expression française. » *Libri*, vol. 34 (1984), pp. 271-288.

□ MACKEE, Monique. *A Handbook of Comparative Librarianship*. 3rd ed. London, Clive Bingley, 1983, 567 p.

□ MURRAY-LACHAPPELLE, Rosemary. « La coopération du Canada avec l'Afrique francophone dans le domaine des bibliothèques et de la documentation ».

Documentation et bibliothèques, vol. 25, n° 2 (juin 1979), pp. 81-86.

□ PARKER, J. Stephen. « International librarianship - a reconnaissance ». *Journal of Librarianship*, vol. 6 (October 1974), pp. 219-232.

□ PENNA, Carlos V. *La planification des services de bibliothèques et de documentation*. 2^e édition revue et augmentée par P.H. Sewell et H. Liebaers. Paris, Unesco, 1971, 178 p.

□ PRÉVOT, Martine et al. « Les formations européennes en sciences de l'information ». *Documentaliste*, vol. 27, n° 4-5 (1990), pp. 186-191.

□ RICHER, Suzanne, dir. *Documentation et francophonie*. Paris, La Documentation française, 1989, 152 p.

□ ROVELSTAD, Mathilde V. « Une nouvelle bibliothéconomie internationale : un défi à la profession ». *Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques*, vol. 32, n° 3 (mai-juin 1978), pp. 144-152.

□ SIMSOVA, S. « Comparative librarianship as an academic subject ». *Journal of Librarianship*, vol. 6, n° 2 (April 1974), pp. 115-125.

□ WANG, Chih. « A brief introduction to comparative librarianship ». *International Library Review*, vol. 17 (1985), pp. 107-115. ■



ROMULUS

ICIST/CISTI

Un système intégré sur disque compact ROM de recherche de périodiques et de commande de documents auprès des bibliothèques canadiennes.

Romulus compte plus de 200 000 notices, qui constituent l'amalgame

- ◆ de la Liste collective des publications en série en sciences sociales et humaines : CANUC : S
- ◆ du Catalogue collectif des publications scientifiques dans les bibliothèques canadiennes
- ◆ de la Liste collective des journaux canadiens
- ◆ du Catalogue collectif de l'ICIST
- ◆ du Répertoire de prêt entre bibliothèques

Caractéristiques innovatrices

- ◆ logiciel de haute technologie
- ◆ dix-huit descripteurs afin de faire des recherches de fichiers uniques ou combinés
- ◆ Recherche booléenne
- ◆ prêts entre bibliothèques
- ◆ exportation CAN/MARC
- ◆ présentation bilingue

Coûts : 625 \$ (exploitation sur station unique)
 ◆ 950 \$ (exploitation partagée) ◆ TPS en sus.

Pour de plus amples renseignements :

Vente et diffusion des publications

Immeuble M-19, Conseil national de recherches Canada
 Ottawa, CANADA K1A 0R6
 Téléphone : (613) 993-2054
 Télécopieur : (613) 957-9828

Canada



Bibliothèque nationale du Canada National Library of Canada

NICOLAS

Un système de gestion de l'information



Réalisé et distribué par:

Les services informatiques
Bamyas inc.
4875, rue Rondeau
Laval, Québec H7L 1K5

Tél.: (514) 666-0737
Fax: (514) 666-0743
Sans frais: 1-800-667-8174

■ Un système bilingue intégré

Circulation + Catalogue + Recherche + Tri + Édition + Macro + Utilitaires de gestion; fonctionne en **RÉSEAU** ou en **station unique**.

■ Un fondement pour l'avenir

Nicolas utilise des technologies d'avant-garde et est écrit en langage C; il pourra croître et évoluer pour rencontrer vos besoins futurs.

■ Flexibilité

L'utilisateur a le loisir de bâtir son environnement selon ses propres besoins et de le modifier à volonté (définitions, rapports, etc.).

■ Intégrité et Efficacité

Grâce au concept de «longueurs variables», NICOLAS ne stocke que les données réelles réduisant ainsi l'espace-disque nécessaire. L'usage de fichiers B-TREE+ garantit une réponse très **RAPIDE** et **RÉGULIÈRE** aux recherches quelle que soit la grandeur des bases. Le verrouillage interne protège l'intégrité de vos données.

■ Installation facile

Vous n'avez qu'à suivre le Guide d'installation. Le système est **COMPLÈTEMENT OPÉRATIONNEL** grâce à l'environnement complet fourni sur la disquette échantillons.

■ Et même plus: L'Inventaire et les Échangeurs

Des programmes de gestion et de conversion puissants: contrôler les documents perdus; transférer les données de nombreuses banques (SDM, BCP, divers MARC).

CANEBSCO un service d'abonnement au Québec... et dans le monde entier.

CANEBSCO vise l'excellence dans les services offerts aux bibliothèques pour la gestion de leurs périodiques. C'est pourquoi:

- Nous avons créé et maintenons à jour une banque de données de plus de 200,000 périodiques, magazines, séries irrégulières, annuels et envois d'offices publiés dans le monde entier.
- Nous avons développé EBSCONET® un service d'abonnement en ligne reliant les bibliothèques avec notre banque de données.
- Nous avons développé des passerelles avec la plupart des systèmes intégrés en usage dans les bibliothèques.
- Nous opérons un réseau de 27 centres de traitement dans 16 pays et sur les 5 continents.
- Nous opérons un centre de traitement local pourvu de personnel formé pour comprendre et satisfaire vos besoins personnels.
- Nous vous offrons l'expertise d'une compagnie internationale jouissant d'une solide réputation.

CANEBSCO propose aux clients du Québec le service le plus complet et le plus pertinent pour une gestion efficace de leurs périodiques.

La compétence et la réputation CANEBSCO à votre service.

LES SERVICES D'ABONNEMENT
CANEBSCO
SUBSCRIPTION SERVICES LTD

Six Boul. Desaulniers, Suite 308
St-Lambert, Québec J4P 1L3
(514) 672-5878
Ligne directe pour Québec:
1-(800) 361-7322

Bibliothèques scolaires en action : quelques réalisations

1^{ère} partie : Angleterre et États-Unis

Paulette Bernhard

Professeure agrégée
École de bibliothéconomie et
des sciences de l'information
Université de Montréal

Théorie et applications

The concept of the Media Center as an extension of the classroom providing resources for learning is certainly not a new one, and current trends in education are completely compatible with this concept. It is an idea whose time has come.

Carol C. Kuhlthau, 1989

Malgré la conjoncture économique difficile et bien qu'elles en soient également affectées, les bibliothèques scolaires connaissent des développements intéressants qui ont tendance à confirmer ou à reconfirmer leur rôle dans le processus éducatif. Toutefois, comme en témoigne la terminologie, on observe une certaine fluctuation entre différents types de positionnements : accent sur les supports (bibliothèque, médiathèque) ; sur les ressources (centre de ressources, centre de documentation) ; sur l'information (centre d'information) ; sur les apprentissages (centre d'apprentissage). Selon nous, cette variété d'appellations reflète l'actualité et la vitalité du concept de base en regard, d'une part, des réformes éducatives entreprises dans différents pays depuis les années 1980 et, d'autre part, des changements que suscite l'avènement de la société dite « de l'information ».

Dans cette perspective, l'objectif du texte qui suit est essentiellement de rendre compte de facettes de la bibliothèque scolaire, telles qu'observées lors de visites en Angleterre (1991) et dans l'État de Floride aux États-Unis (1992). Y seront également incorporés certains éléments d'une étude comparative sur les compétences et la formation des responsables de bibliothèques scolaires (Bernhard et Breton, 1992), de même que le signalement de documents que nous considérons comme particulièrement dignes d'intérêt. Un second texte suivra consacré aux contextes français, canadien-anglais et québécois.

Du côté britannique

- Le contexte : réforme de l'éducation, études, nouvelles lignes directrices, personnel

La situation des bibliothèques scolaires en Angleterre, encore considérée comme très inégale, est influencée par la réforme de l'éducation mettant en place, à partir de l'automne 1989, le *National Curriculum*

qui invite, entre autres, à un enseignement et à des apprentissages basés sur les ressources documentaires et au développement d'habiletés de maîtrise de l'information chez les jeunes.

Dans la presque totalité des Local Education Authorities (LEA), soit l'équivalent de nos commissions scolaires, les bibliothèques scolaires fonctionnent en relation avec un important service central, le Schools Library Service (SLS) qui peut soit être un service autonome intégré à la direction des ressources éducatives, soit être négocié sur une base contractuelle avec le service technique central des bibliothèques publiques locales. Ce lien école-SLS est toutefois affecté à l'heure actuelle par une nouvelle philosophie de gestion, le « Local Management of Schools », qui force en quelque sorte le service central à commercialiser ses services auprès de chaque école.

Une dizaine de rapports officiels ont été produits ces quinze dernières années par différentes instances, en particulier le Department of Education and Science (DES), le rapport le plus important et le plus influent étant celui paru en 1984 intitulé *School Libraries : the Foundations of the Curriculum*. Deux autres organismes très actifs sont la British Library et le National Council for Educational Technology (NCET). Le premier a financé plus de cinquante projets relatifs au développement des habiletés d'information. Le second diffuse différents guides faisant la promotion de l'apprentissage et de l'enseignement basés sur les ressources documentaires. Par ailleurs, le NCET fait la promotion du partenariat entre bibliothécaires et enseignants dans le cadre d'un apprentissage ouvert et flexible, s'appuyant sur une bibliothèque également flexible (voir *Figure 1* à la page suivante).

En Angleterre et au pays de Galles, les écoles primaires sont en général desservies par le personnel du service central, tandis que les écoles secondaires connaissent deux sortes de personnels, à savoir les bibliothécaires professionnels (chartered librarians), généralement à temps plein, et les enseignants-bibliothécaires

Théorie et applications

Bibliothèques
scolaires en
action : quelques
réalisations

1^{ère} partie : Angleterre
et États-Unis

(teacher-librarians) qui, idéalement, font le lien entre la bibliothécaire et les enseignants, à raison de quelques heures par semaine.

La Library Association vient de publier en 1992 des lignes directrices prévoyant un bibliothécaire professionnel à temps plein dans toute école secondaire et à temps plein ou partiel dans toute école primaire, en fonction du nombre d'étudiants. Pour devenir bibliothécaire professionnel (chartered), il faut présenter une demande formelle à la Library Association comprenant la description de la formation suivie et un rapport de développement professionnel. De son côté, la School Library Association a pris position en faveur de l'existence conjointe d'enseignants-bibliothécaires et de bibliothécaires professionnels.

- Visite d'un service central :
Education Library Service,
Nottinghamshire County Council

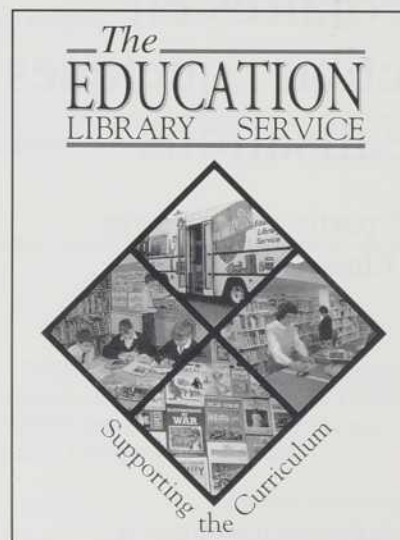
Ce service fournit des ressources et des services de consultation à 430 écoles primaires, à 80 écoles secondaires et à 20 écoles spéciales. Les ressources sont

entreposées dans deux bâtiments et circulent grâce à trois bibliobus d'une capacité de 4 000 ouvrages chacun. Le service emploie 15 bibliothécaires professionnels et 20 à 25 personnes de soutien. Il s'adresse aux cadres, aux commissaires, aux bibliothécaires présents dans les écoles, aux élèves, aux inspecteurs, aux enseignants chefs de groupe et aux enseignants en général.

Les ressources offertes sont constituées d'un fonds multimédia de plus de 500 000 unités (livres, cassettes, vidéos, affiches, diapositives, films 16mm). Elles sont destinées à compléter celles disponibles sur place dans les écoles, chacune de ces dernières restant responsable du développement et du maintien de sa propre collection. Les écoles primaires et les écoles spéciales, visitées par le bibliobus deux à trois fois par année, bénéficient de **prêts en nombre** en fonction du nombre d'élèves inscrits. Les écoles secondaires peuvent aussi étendre leur collection grâce à un prêt de ce type. Enfin, des **ensembles thématiques** groupant jusqu'à 30 documents sont disponibles pour des travaux de recherche sur des sujets particuliers et peuvent être empruntés pour la durée d'une session. Les autres ressources offertes comprennent un service de prêt de vidéos s'intégrant aux programmes d'études, une bibliothèque professionnelle, la possibilité de recherches et de demandes de prêt à l'extérieur, des documents en différentes langues et un service centralisé d'acquisition.

Les services de consultation concernent les activités suivantes : la planification et l'implantation de bibliothèques scolaires ;

Figure 2
Education Library Service, Nottinghamshire
County Council : pochette de présentation



la gestion et l'organisation des bibliothèques ; la formation continue à l'intention des enseignants ; l'exposition de nouveautés et la diffusion de critiques de documents ; le recrutement et la formation des bibliothécaires ; l'organisation de foires du livre et de visites d'auteurs ; la production de diverses publications ; le maintien et la mise à jour de bases de données (fiction, poésie, sujets divers).

- Intégration des technologies de l'information : Djanogly City Technology College

Les City Technology Colleges (CTC), nouveau concept proposé en 1986, présentent les caractéristiques suivantes : écoles

Figure 1 : Dépliant produit en 1990 par le National Council for Educational Technology (NCET)



Bibliothèques scolaires en action : quelques réalisations

1^{ère} partie : Angleterre et États-Unis

accueillant des jeunes de 11 à 18 ans ; indépendantes mais sujettes à inspection ; gratuites ; financées conjointement par l'industrie et le Department of Education and Science et entretenant des liens étroits avec l'industrie en vue de l'application des programmes d'études ; localisées en zones urbaines, de préférence défavorisées ; avec un horaire quotidien plus chargé et moins de jours de congé ; respectant le *National Curriculum* et mettant l'accent sur la technique et la pratique ; **considérées comme écoles pilotes pour leur équipement considérable en matière de technologies de l'information.**

L'école Djanogly, qui a ouvert ses portes à la rentrée 1989, accorde une grande importance au secteur « bibliothèque et services d'information » (Figure 3), réservant à son responsable l'un des quatre postes de sous-directeur, l'équipe étant complétée par un bibliothécaire, de même que par un responsable et un assistant en reprographie. Le secteur « bibliothèque et services d'information » regroupe trois ensembles de ressources d'apprentissage disponibles aussi bien pour la communauté scolaire que pour le grand public et les entreprises locales : a) ouvrages, revues, quotidiens, brochures, vidéos, diapositives, disques compacts, logiciels, jeux, affiches et cartes ; b) CD-ROM comprenant des encyclopédies, le texte intégral de quotidiens, et des bases de données bibliographiques et textuelles ; c) l'accès par réseau interne au télétexte, à la télévision par satellite et à des ensembles audiovisuels disponibles sur les serveurs du réseau. Ce secteur produit également le catalogue en ligne accessible à partir de n'importe quel point du réseau et élabore des séquences de formation intégrant le développement des habiletés d'apprentissage (learning skills) aux différents programmes d'études. La division « reprographie » se charge de la production de matériel pédagogique (conception et édition ; reproduction offset et service de photocopie ; finition des documents), ainsi

Figure 3
Djanogly City Technology College, Nottingham :
le secteur « bibliothèque/services d'information » au cœur de l'école



que des publications de l'école (dépliant, journal, bulletins, programme, guides, etc.).

Du côté des États-Unis et de la Floride

- Le contexte américain : organisation, lignes directrices, personnel, recherche

Les bibliothèques scolaires américaines, ou School Library Media Centers, jouissent d'un état de développement plutôt enviable. L'instance administrative dans laquelle elles fonctionnent se situe au niveau de la commission scolaire, généralement dans le cadre d'un programme spécifique (Local School District Media Program), mais il existe également des programmes aux niveaux fédéral, régional (Regional/Intermediate Media Programs) et de chaque État (State Media Program), ces différentes instances pouvant chacune mettre sur pied des mesures incitatives et des programmes de subventions. Signalons que les bibliothèques scolaires sont comprises dans le processus d'évaluation périodique des écoles primaires et secondaires que conduit environ tous les cinq ans un comité

régional chargé d'émettre un rapport et des recommandations. Enfin, les bibliothèques scolaires sont susceptibles d'être touchées par la vaste campagne de réforme de l'éducation initiée au niveau fédéral en 1991 par le document *America 2000 : an Educating Strategy*.

Deux documents à portée générale orientent, d'une part, le fonctionnement des bibliothèques scolaires et, d'autre part, l'élaboration de programmes de formation pour le personnel :

– *Information Power : Guidelines for School Library Media Programs* sont les lignes directrices publiées en 1988 conjointement par l'American Library Association (ALA) et par l'Association for Educational Communications and Technology (AECT). Ce document prévoit la présence d'au moins un bibliothécaire ou spécialiste de l'information (Library media specialist) dans chaque école, d'au moins un assistant par spécialiste et d'un coordonnateur au niveau du district.

– *Curriculum Folio Guidelines for the NCATE Review Process* : lignes directrices ayant pour but l'évaluation des programmes de formation existants. Ce document élaboré en 1988 conjointement par l'American Association of School Librarians (AASL) et par l'Association

Bibliothèques
scolaires en
action : quelques
réalisations

1^{ère} partie : Angleterre
et États-Unis

for Educational Communications and Technology (AECT) se réfère aux critères de l'organisme d'agrément, le National Council for the Accreditation of Teacher Education (NCATE), selon lesquels le personnel doit, en premier lieu, faire preuve d'une formation d'enseignant et, en second lieu, répondre à des exigences additionnelles de formation pour obtenir un permis spécifique (library/media certification). Le document recommande en outre que le diplôme d'entrée dans la profession soit un diplôme de 2^e cycle.

Notons, pour conclure ce point, un développement considérable de la recherche dont témoignent, d'une part, la rubrique régulière de la revue *School Library Media Annual* et, d'autre part, la mise sur pied en 1989 d'un séminaire annuel (Treasure Mountain Research Retreat) ayant comme but de faire la synthèse des résultats et des tendances de la recherche américaine en bibliothéconomie scolaire.

□ La situation en Floride

— Coordination au niveau de l'État,
agrément des écoles, personnel

Les bibliothèques scolaires de l'État de la Floride bénéficient d'un service de coordination au niveau du Department of Education chargé, entre autres, d'établir les statistiques relatives à ce secteur et de piloter les projets en cours. C'est à ce niveau qu'ont été émises les lignes directrices de 1976 (*Florida School Library Media Programs: a Guide for Excellence*), de même que celles de 1984 relatives aux habiletés d'information (*Information Skills for Florida Schools*). Quant à l'attestation en tant que « School Library Media Specialist », elle s'obtient suite à la réussite de deux tests, à savoir: le test général destiné aux enseignants (Teacher Certification) et, à partir de juillet 1992, le test de spécialité (Educational Media Certification).

Les normes utilisées par la Southern Association of Colleges and Schools pour

Figure 4
Macaron de lancement de SUNLINK :
catalogue collectif sur CD-ROM



l'évaluation périodique des écoles comprennent un volet relatif au « School Library Media Center » des écoles primaires et secondaires (*Policies, Principles, and Standards for the Accreditation of Elementary and Middle Schools; Standards of the Commission on Secondary Schools*).

En 1990-1991, on comptait 2210 « School Library Media Specialists » à temps plein dans les 2 068 écoles primaires et secondaires (elementary, middle, high), soit au moins une personne par école et une personne au niveau central dans 61% des districts (41/67). Le service du district emploie également des techniciens spécialisés dans les domaines de l'audiovisuel et des médias. De plus, la personne responsable de la bibliothèque de l'école est en principe aidée par une personne de soutien (Media Aide).

Une note parue en octobre 1993 dans le bulletin de la Florida State University mentionne l'existence de besoins importants en personnel dans les cinq prochaines années et annonce, en conséquence, la mise sur pied d'un quatrième programme de formation dans cet État.

La Florida Association for Media in Education (FAME), créée en 1972-1973 par la fusion de trois associations (bibliothèques, audiovisuel et télévision éducative), regroupait environ 1 300 membres en 1990-1991. Elle publie la revue *Florida Media Quarterly* et fait preuve depuis une quinzaine d'années d'un lobbying actif dont les résultats sont tangibles. Son programme 1992-1993 (*FAME Legislative Platform*) comprend cinq points: présence de personnel professionnel, technique et

administratif dans les écoles et de personnel additionnel de coordination au niveau de l'État; obtenir les fonds nécessaires pour développer adéquatement les collections; étendre le catalogue collectif à toutes les écoles et subventionner l'équipement en micro-ordinateurs; continuer à garantir la liberté intellectuelle; obtenir un financement pour l'acquisition de droits de reproduction de vidéos à des fins éducatives.

— Réforme de l'éducation

La Floride a participé au mouvement de réforme de l'éducation en diffusant un document de travail en juin 1992 et en adoptant le document final en octobre de la même année. Ce texte, *Blueprint 2000*, accorde une grande importance au développement des habiletés d'information chez les jeunes.

— Nouvelles technologies, opération *Retrofit for technology* et réseau intégré

En vue de la préparation des jeunes à l'utilisation des nouvelles technologies, toutes les écoles ont été dotées en 1991 d'un appareil de lecture de vidéodisques laser et toutes les écoles secondaires ont reçu un CD-ROM d'information sur le SIDA. Comme la plupart des écoles ont été construites avant l'avènement et la diffusion des technologies de l'information, elles ne sont en général guère équipées pour permettre l'accès à des bases de données partagées, que ce soit à des fins pédagogiques ou administratives, ni pour la diffusion de productions vidéo et d'émissions à partir de serveurs. C'est pour remédier à cette situation qu'a été mis sur pied le programme *Retrofit for Technology* annoncé par téléconférence en mai 1992 et prévoyant le câblage des écoles (voix, vidéo et données) sur une période de deux ans. Un certain nombre de « School Library Media Specialists » ont participé à l'élaboration de demandes de subventions dans le cadre de ce projet. Signalons aussi l'existence de *FIRN - Florida Information Resource Network*, un réseau électronique intégré pour le monde de l'éducation offrant, entre autres, un service de courrier électronique (*FIRNMAIL*), l'accès aux catalogues des bibliothèques universitaires, une passerelle Internet/Bitnet et la liste des programmes de la télévision éducative pour

Théorie et applications

Bibliothèques
scolaires en
action : quelques
réalisations

1^{ère} partie : Angleterre
et États-Unis

commander un visionnement en classe
(Cable in the classroom).

— Lancement de SUNLINK,
catalogue collectif sur CD-ROM

Le projet *Florida School Library Media Center Uniform Database* a débuté en 1989. Il avait comme objectif la création d'une base de données mettant en commun les ressources de toutes les écoles. Les sommes consacrées au projet ont permis la conversion en format MARC de trois millions de notices provenant de 318 écoles, de même que le lancement du CD-ROM correspondant en octobre 1992. La progression du projet, qui prévoit d'inclure les fonds de toutes les écoles, est suivie et commentée dans le bulletin *SUNLINK News* (voir *Figure 4* à la page 16).

— Les « School Library Media Centers »
dans les écoles primaires et secondaires

En Floride, les « Media Centers » sont conçus plus ou moins sur le même modèle général comprenant les aires suivantes :

a) bibliothèque/médiathèque proprement dite : bureau du prêt, catalogues, espace de lecture, de consultation (ouvrages de référence, périodiques) et de visionnement, terminaux pour la consultation du catalogue informatisé, espace de travail sur place, coin de détente (heure du conte, dans les écoles primaires) ;

b) locaux attenants : bureau (éventuellement vitré) de la responsable, coin pour une petite bibliothèque professionnelle, local pour l'équipement et les petits travaux, espace réservé à l'équipement audiovisuel, local pour la production de matériel pédagogique (photocopie, reprographie, traitement de texte et graphisme), local d'entreposage (ouvrages, périodiques), salle de travail en petit groupe, petit studio pour la prise de son et d'images (avec salle de contrôle), chambre noire (photographie) ;

c) locaux complémentaires : laboratoire informatique ; autre(s) salle(s) de travail en groupe.

— Une école secondaire câblée :
Bonifay High School

Contrairement aux écoles déjà construites, l'école secondaire de Bonifay accueillait 510 étudiants et 35 professeurs en 1992-1993 dans un nouveau bâtiment inauguré en février 1992, prévoyant la mise en place de nouvelles technologies. Cette école est dotée de deux réseaux, l'un administratif et l'autre pédagogique. Ce dernier s'appuie sur un réseau local (LAN) pour relier la base de données de la bibliothèque et le serveur de CD-ROM avec l'ordinateur à écran couleur installé dans chaque classe (en tout une quarantaine de terminaux), assurant ainsi la consultation sur place du catalogue en ligne, d'une encyclopédie, d'une base de données bibliographique et d'un almanach. De plus, huit magnétoscopes installés à la bibliothèque rendent possible l'envoi simultané de huit programmes en direction des salles de classe, d'autres appareils sur équipement mobile étant prévus pour les besoins additionnels. L'école dispose en outre d'un studio de télévision où les 28 étudiants inscrits au cours de production télévisuelle réalisent une émission hebdomadaire de nouvelles et un certain nombre d'émissions spéciales. On prévoit enfin l'acquisition supplémentaire de quatre lecteurs laser de disques vidéo et des écrans correspondants, le tout monté sur des équipements mobiles, en vue du branchement direct sur l'ordinateur de la classe.

Pour conclure : dynamisme et signes encourageants

Il se dégage des informations et des exemples que nous venons de parcourir, ainsi que des réalisations françaises, canadienne-anglaises et québécoises auxquelles nous référerons dans un prochain texte, une impression d'évolution, voire de transition. Une transition marquée par une

terminologie encore fluctuante, signe d'une identité en construction, et menant vers un profil professionnel suffisamment spécifique pour être considéré par certains auteurs comme une profession nouvelle nécessitant, selon Hannesdottir (1986), une combinaison particulière de compétences en bibliothéconomie, en pédagogie et en gestion. Une profession, également, dont les jalons sont les réformes de l'éducation (1988 en Angleterre; 1989 en France; les années 1990 dans plusieurs états américains dont 1992 en Floride, et dans plusieurs provinces canadiennes dont 1990 en Colombie-Britannique), le développement des technologies de l'information et la nécessité économique grandissante pour tous d'être en quelque sorte « alphabétisés » dans la maîtrise de l'information, désormais considérée comme une compétence de base à ajouter au calcul, à la lecture et à l'écriture. Ainsi, voyons-nous la bibliothèque scolaire intégrer les technologies de l'information et de la communication et s'ouvrir plus efficacement sur des réseaux extérieurs de ressources.

Signalons, par ailleurs, le lien entre les réformes de l'éducation menées dans certains pays en développement (avec un financement de la Banque mondiale) et la préoccupation de mettre en place un réseau de bibliothèques scolaires (par exemple au Nigeria, en Colombie, au Chili et en Jamaïque). Cette préoccupation s'est d'ailleurs aussi manifestée en août 1993, lors du séminaire pré-session de l'IFLA qui s'est tenu en Espagne sur le thème des bibliothèques scolaires dans les pays en développement et qui a abouti à une série de recommandations dans ce domaine (« Resolutions of the IFLA Pre-session seminar... »).

Enfin, on assiste au développement d'un corpus de recherche qui commence à documenter les effets de l'existence d'une bibliothèque scolaire sur différents facteurs de la réussite scolaire (Woolls, 1990; Haycock, 1992).

Cette impression générale d'évolution et de transition nous fait entrevoir une période féconde pour les bibliothèques scolaires dans les années à venir. Selon nous, l'ère de la bibliothèque « au cœur de l'école » est à peine en train de commencer...

Bibliothèques
scolaires en
action : quelques
réalisations

1^{re} partie : Angleterre
et États-Unis

Sélection de sources d'information

- Contexte international et étude comparative sur les compétences du personnel

BERNHARD, Paulette et BRETON, Lise (collab.). *Le bibliothécaire/spécialiste de l'information en milieu scolaire : normes et lignes directrices, compétences, formation. Contexte international, États-Unis, France, Royaume-Uni, Canada*. Rapport soumis à la Direction de la Recherche du ministère de l'Éducation du Québec. Montréal : École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal, novembre 1991. 3 vol.

CARROLL, F. L. *Guidelines for School Libraries*. The Hague : International Federation of Library Associations and Institutions, 1990. 37 p.

HALL, Noelene. *Les enseignants, l'information et les bibliothèques scolaires*. Paris : Unesco, 1986. (PGI-86/WS/17).

HANNESDOTTIR, S.K. *Guidelines for the Education and Training of School Librarians*. The Hague : International Federation of Library Associations and Institutions, 1986. 47 p. (IFLA professional reports ; n° 9).

[Ce document doit être révisé suite à une étude Delphi actuellement en cours de planification.]

LOWRIE, Jean E. et NAGAKURA, Mieko (eds). *School Libraries : International Developments*. 2nd ed. Metuchen, N.J. : Scarecrow Press Inc., 1991. 394 p.

« Resolutions of the IFLA pre-session seminar on school librarianship. » *IFLA Express*, n° 4 (August 24, 1993), pp. 4-5. [Issues for developing countries.]

- Royaume-Uni

GREAT BRITAIN. Office of arts and libraries. *School Libraries : the Foundations of the Curriculum : Report of the Library and Information Services Council's Working Party on School Library Services*. London : HMSO, 1984. 31p. (The LISC report : Library information series, 13). [Broome report.]

HEEKS, Peggy. *School Library Services Today : the First Report of the Supports to Learning Project*. London : British Library Research and Development Department, 1990. 49 p. (British library R&DR. 6024).

LIBRARY ASSOCIATION. *Learning Resources in Schools : Library Association Guidelines for School Libraries*. London : The Library Association, 1992. 81 p.

PAIN, Helen. *School Librarianship in the United Kingdom*. London : the British Library, 1987. (British Library information guide ; n° 4).

- États-Unis

American Association of School Librarians. *Curriculum Folio Guidelines for the NCATE Review Process : School Library Media Specialist : Basic Preparation*. Chicago : American Library Association, 1989. 47 p.

American Association of School Librarians ; Association for Educational Communications and Technology. *Information Power : Guidelines for School Library Media Programs*. Chicago : American Library Association, 1988. 172 p.

CLEAVER, B. P. et TAYLOR, W. D. *The Instructional Consultant Role of the School Library Media Specialist*. Chicago : American Library Association, 1988. 85 p.

HART, Thomas L. *Creative Ideas for Library Media Center Facilities*. Englewood, Col. : Libraries Unlimited, 1990. 75 p.

KLASING, Jane P. *Designing and Renovating School Library Media Centers*. Chicago and London : American Library Association, 1991. 114p. (School

library media programs : focus on trends and issues ; n° 11).

STATE OF FLORIDA. Department of Education. *Information Skills for Florida Schools K-12*. Tallahassee : Department of State, 1984. 20 p.

STATE OF FLORIDA. Department of Education. *Study Guide for the Florida Teacher Certification Examination. Educational Media Specialist PK-12*. Tallahassee : Department of State, 1989. 36 p.

STATE OF FLORIDA. Department of Education. *Florida School Library Media Programs : a Guide for Excellence*. Tallahassee : Department of State, 1976. 57 p.

STRIPLING, Barbara K. *Libraries for the National Education Goals*. Syracuse : ERIC Clearing-house on Information Resources, Syracuse University, April 1992. 118 p. (IR-94).

WOOLLS, Blanche. *Supervision of District Level Library Media Programs*. Englewood, Col. : Libraries Unlimited, 1990. 228 p.

- La recherche : tendances et résultats

FITZGIBBONS, Shirley et CALLISON, Daniel. « Research needs and issues in school librarianship. » In : McClure, Charles R. et Hemon, Peter (eds). *Library and Information Science Research : Perspectives and Strategies for Improvement*. Norwood, N. J. : Ablex, 1991, pp. 296-315.

HAYCOCK, Ken. *What Works : Research about Teaching and Learning through the School's Library Resource Center*. Seattle, Wash. ; Vancouver : Rockland Press, 1992. 230 p.

KUHLTHAU, Carol C. « Information Search Process : a Summary of Research and Implications for School Library Media Programs ». *School Library Media Quarterly*, vol. 18, n° 1 (1989), pp. 19-25.

WOOLLS, Blanche (ed.). *The Research of School Library Media Centers : Papers of the Treasure Mountain Research Retreat, October 17-18, 1989*. Englewood, Col. : Hi Willow Research and Publishing, 1990. 267 p. ■

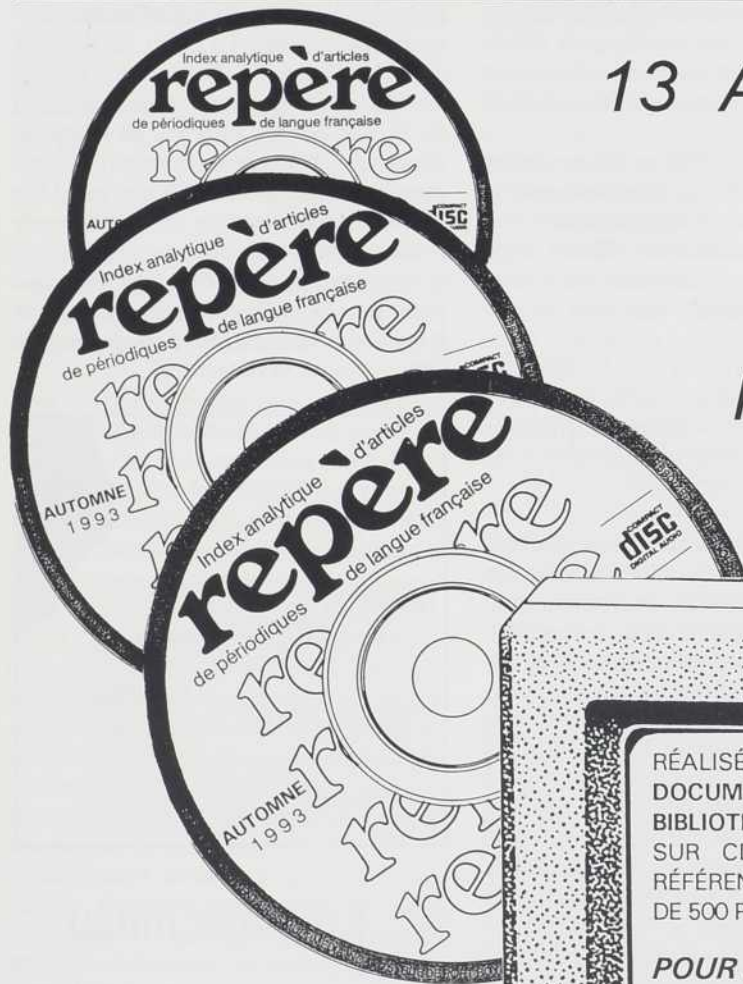


SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMEDIA

13 ANS D'ACTUALITÉ
SUR 12 CM

TEXTE
INTÉGRAL

d'une partie des articles

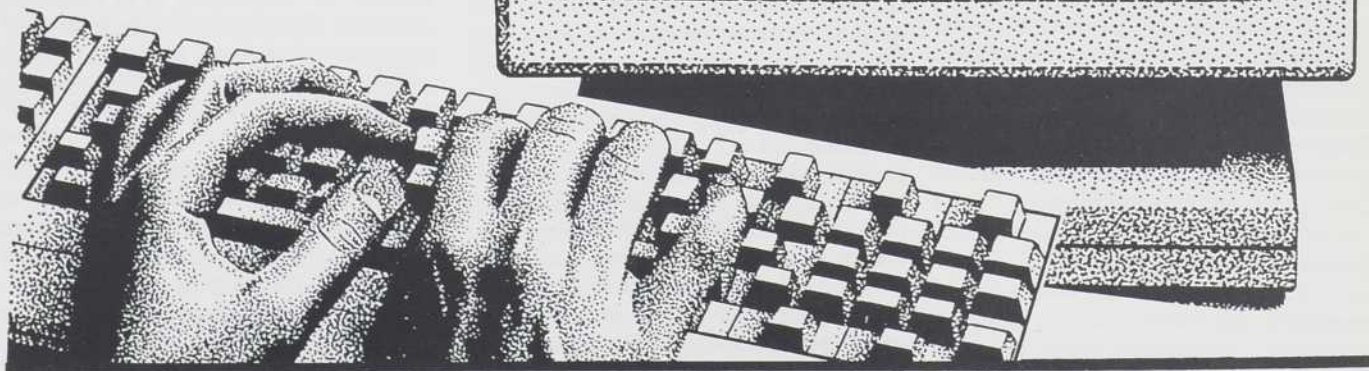


3e version
du CD-ROM
de *REPÈRE*

RÉALISÉ EN COLLABORATION PAR SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMEDIA ET PAR LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC, *REPÈRE* SUR CD-ROM PROPOSE QUELQUE 202 000 RÉFÉRENCES AUX ARTICLES PARUS DANS PRÈS DE 500 PÉRIODIQUES, DE 1980 À AOÛT 1993.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

REPÈRE OFFRE LE TEXTE INTÉGRAL D'UNE PARTIE DES ARTICLES INDEXÉS. LES TEXTES DES ARTICLES D'AUTRES PÉRIODIQUES S'AJOUTERONT PROGRESSIVEMENT DANS LES VERSIONS SUIVANTES DE CE CD-ROM.



75, rue de Port-Royal Est, bureau 300, Montréal (Québec) Canada H3L 3T1
Télécopieur: (514) 384-9139 - Téléphone: (514) 382-0895

Le rôle du professionnel de la documentation dans un pays en voie de développement : l'exemple de la République du Cap-Vert

Daniel Ducharme

Bibliothécaire
Conseiller-gestionnaire
Fonds canadien d'initiative
locale pour le Cap-Vert

Théorie et applications

Le présent article est davantage une réflexion sur les métiers de bibliothécaire et d'archiviste dans un pays en voie de développement qu'une étude comparative proprement dite. Basé sur une expérience personnelle, il tentera d'évaluer le rôle que peut jouer un professionnel du Nord au sein d'une institution du Sud.

Du 15 novembre 1990 au 31 novembre 1993, j'ai travaillé au Cap-Vert pour le compte du Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), organisation non-gouvernementale dont le siège social est à Montréal¹. Au cours de cette période, j'ai collaboré à un projet d'appui institutionnel auprès de l'*Arquivo Histórico Nacional*², institution dont les fonctions – on le verra plus loin – dépassent largement celles qui reviennent normalement à un service national d'archives.

En marge de l'Afrique de l'Ouest, la République du Cap-Vert – qui a obtenu son indépendance en 1975 – se trouve à quelque 450 km au large des côtes sénégalaises. Composée de dix îles et de huit îlots, elle compte environ 350 000 habitants, nombre qu'il convient de doubler si on tient compte de la tradition migratoire de cette population. En effet, la diaspora capverdienne s'étend du Portugal (100 000) aux États-unis (300 000) en passant par la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Brésil, etc. Bien que membre du PALOP (Pays africains de langue officielle portugaise), le Cap-Vert, en raison de l'importance accordée au français (première langue étrangère étudiée à l'école), est associé à quelques organisations de la francophonie, telle la Banque d'information sur les États francophones (BIEF) dont le siège social est à Ottawa.

Marqué par cinq siècles de colonisation portugaise, le Cap-Vert dispose d'un patrimoine documentaire – quantitativement et qualitativement – important, en particulier pour la période allant de la fin du XVIII^e siècle à nos jours. Cette masse documentaire se trouve toutefois disséminée dans les différentes îles de l'archipel, ce qui pose des problèmes de diffusion (éloignement géographique) et de conservation (conditions pitoyables d'entreposage) de l'information contenue dans cette documentation. En vue d'organiser les documents produits avant et après l'indépendance, le gouvernement capverdien, conscient du rôle que jouent les archives dans le renforcement de l'identité nationale, s'est décidé à créer une institution chargée de cette tâche.

L'*Arquivo Histórico Nacional* (AHN) a donc été créé par décret national le 31 décembre 1988³. Son siège, situé à Praia – capitale du Cap-Vert – dans l'île de Santiago, a été installé dans l'ancien bâtiment des douanes. Le choix de l'édifice destiné à abriter l'AHN répond à une recommandation du rapport de mission (1982) de M. Isau Santos, directeur de l'*Arquivo Histórico Ultramarino* (Portugal), recommandation qui a été entérinée par Mlle Neirink, de la Direction des Archives de France, lors d'une mission subséquente (1986) patronnée par l'Unesco. Bien que placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture, l'AHN est doté d'une autonomie administrative et financière.



Le projet initial

En coopération internationale (du moins celle qui est pratiquée au CECI), le professionnel qui exerce sa profession dans un pays en développement s'inscrit toujours dans le cadre d'un **projet**, lequel fait l'objet d'un document écrit à partir duquel s'établit le contrat entre le coopérant, l'organisme de coopération et le partenaire national. Dans le **document de projet** sont consignés les objectifs, les indicateurs de leur atteinte ainsi que les tâches qui doivent être effectuées par le professionnel.

En dépit de la bonne volonté de l'organisme de coopération, il est rare que le coopérant, une fois sur le terrain, n'ait pas à apporter des modifications au document initial, lequel est élaboré à partir de données – souvent imprécises – provenant du pays demandeur.

Dans mon cas, mon mandat s'articulait autour de deux volets :

Le rôle du professionnel de la documentation dans un pays en voie de développement : l'exemple de la République du Cap-Vert

— en tant qu'archiviste, j'étais tenu de superviser le service technique et d'assurer la formation d'assistants-archivistes ;

— en tant que bibliothécaire, il me revenait d'informatiser la *Biblioteca de Apoio ao Arquivo*. Dès mes premiers contacts avec l'AHN, il m'est vite apparu que ce mandat, très aléatoire, laissait dans l'ombre un éventail de tâches préalables qui rendait illusoire son accomplissement.

□ Le volet archives

Superviser un service suppose que le service en question soit déjà en opération ou que, à tout le moins, des travaux préalables (définition de normes, classement physique, traitement de fonds, etc.) aient déjà été accomplis. Or, à mon arrivée à l'AHN, on ne disposait d'aucun cadre général de classement, d'aucune norme archivistique de traitement et, à part une liste sommaire de registres réalisée par des Portugais de passage, d'aucun instrument de recherche. De plus — ce qui était encore plus dramatique, l'AHN n'avait pas en sa possession le matériel indispensable au travail archiviste, c'est-à-dire des boîtes d'archives et des chemises. Et ce matériel n'était pas disponible sur le marché local...

Superviser, cela implique aussi qu'on ait gagné une certaine crédibilité aux yeux de l'équipe locale. Or, mes faibles connaissances de la langue et de l'administration portugaises (en particulier, de l'administration coloniale) ne me permettaient pas de diriger qui que ce soit. De plus, l'homologue qu'on m'avait assignée — une technicienne qui a fait ses études à Dakar — n'avait nullement besoin d'être supervisée. Par contre, j'avais déjà fait l'expérience du travail archivistique, ce qui n'était pas — ou du moins très peu — le cas de l'équipe locale. Cet avantage allait devenir un atout dans mes relations avec

mon partenaire, surtout en ce qui a trait à la formation du personnel subalterne.

Ce qui vaut pour la supervision vaut également pour la formation. Les Capverdiens, d'une fierté peu commune, n'acceptent pas facilement d'être formés par le premier venu, surtout s'il est étranger. Il s'avérait donc essentiel que je gagne rapidement une crédibilité auprès de mes collègues. Et compte tenu des conditions qui s'offraient à moi, je n'avais plus qu'une chose à faire : me mettre au travail.

□ Le volet bibliothèque

Comme son nom l'indique, la *Biblioteca de Apoio ao Arquivo* est une bibliothèque destinée à fournir aux chercheurs capverdiens et étrangers de l'information destinée à faciliter leurs travaux. Avec ses 10 000 volumes et ses périodiques, elle constitue un complément important aux archives. Un décret national — qui ne peut être considéré comme une loi sur le dépôt légal — en a fait le dépositaire de toute la documentation juridique de l'État.

Pour des raisons similaires au point précédent, l'accomplissement du mandat prévu dans le document initial s'est avéré impossible à court terme. D'abord, la bibliothèque ne disposait d'aucune norme permettant d'effectuer la classification, la description et l'analyse des documents. Elle ne possédait non plus ni système de classification, ni règles de catalogage, ni répertoire de vedettes-matière ou de macrothésaurus. Par contre, les ressources humaines et matérielles ne faisaient pas défaut. En effet, une bibliothécaire formée au Chili a été recrutée pour prendre en charge le bon fonctionnement de la bibliothèque. Et un micro-ordinateur — lequel reposait dans son carton d'origine à mon arrivée à l'AHN — permettait d'envisager son informatisation dans des délais raisonnables.

■ Les tâches préalables au démarrage du projet

Comme il a été souligné plus haut, il était impossible d'envisager la réalisation des objectifs du projet sans l'accomplissement de certaines tâches préalables, lesquelles

n'allaient pas toujours de soi pour un professionnel de la documentation. En d'autres termes, il fallait commencer par le commencement...

La recherche de financement a été la première tâche à laquelle je me suis appliqué. En effet, dès mes premiers contacts avec l'AHN, j'ai compris que, sans financement, le projet ne serait pas viable. Nous ne disposions d'aucune boîte d'archives — le minimum vital en archivistique — pour commencer le traitement. Et pas davantage de moyens pour mettre en pratique le plan d'activité que nous nous apprêtions à élaborer. Devant cet état de fait, le directeur de l'AHN et moi avons entrepris de rédiger plusieurs projets de financement destinés à des bailleurs de fonds canadiens, européens et internationaux. Cette tâche commune aux deux volets du projet s'est poursuivie — avec moins d'intensité par la suite, il est vrai — pendant toute la durée de mon mandat.

□ Les tâches préalables : volet archives

Au niveau institutionnel, la priorité a été accordée à la reformulation du projet d'appui du CECI à l'AHN en accord avec le plan national d'activité de cette institution. En d'autres termes, il s'agissait de définir — le plus précisément possible — le rôle que j'allais jouer au sein de l'AHN. Après de nombreuses discussions entre le directeur, mon homologue et moi-même, on a décidé que mon intervention viendrait en appui à certains travaux.

— L'élaboration de normes et politiques de description pour le traitement des documents d'archives

Il ne s'agissait pas d'une élaboration très poussée, mais il fallait simplement s'entendre sur la terminologie, les niveaux de description et quelques règles d'écriture (cotation, rédaction de la notice, etc.). À ma grande surprise, les techniciens supérieurs de l'AHN connaissaient déjà — et appréciaient — les travaux canadiens en archivistique⁴. Le problème, c'est qu'il s'agissait, tout en respectant la terminologie internationale, de les adapter au monde lusophone, ce qui n'allait pas de soi — les archivistes portugais ont eux-mêmes des problèmes avec leur propre terminologie⁵. La notion de « secço », notamment, qui se situe vaguement entre celles de fonds et de série, nous a donné du fil à retordre...

Le rôle du professionnel de la documentation dans un pays en voie de développement : l'exemple de la République du Cap-Vert

—

– L'élaboration d'un cadre général de classement pour les archives nationales

Cette tâche présupposait une étude approfondie de la structure administrative du Cap-Vert et de ses transformations dans le temps. Bien que cette étude était encore en cours, j'ai pu rapidement proposer un cadre de classement basé sur une analyse régionale (plutôt que fonctionnelle), laquelle établissait une distinction entre les fonds de l'administration centrale (les fonds A), les fonds par île (de B à K) et les fonds privés (P). Ce cadre officiellement accepté, les fonds étaient classés dans leurs groupes respectifs au fur et à mesure qu'ils étaient identifiés.

– Le transfert des archives disséminées sur les îles au dépôt central de Praia

L'objectif fondamental de l'AHN étant la préservation et la diffusion du patrimoine archivistique national, cette tâche figure sans doute parmi les plus importantes. Toutefois, par son aspect centralisateur, elle est le résultat d'un choix difficile. Le Cap-Vert, pays dont le revenu moyen par habitant est inférieur à 500 \$US, ne peut se permettre la mise en place d'un réseau d'archives régionales. On a donc décidé d'effectuer le transfert des archives d'avant l'indépendance (1975) à Praia de manière à ce qu'elles puissent bénéficier de conditions de conservation acceptables. Quant aux archives d'après l'indépendance, un projet en cours d'élaboration prévoit que leur gestion soit assumée par les autorités régionales, c'est-à-dire par les « *concelhos* » (municipalités de district). Mais cela demandera du temps... et beaucoup d'argent. Puisque cette activité d'envergure est étroitement liée à l'octroi d'un financement de l'Unesco, l'AHN a décidé que mon intervention se limiterait aux îles de S. Anto et de Santiago, les deux seules îles de l'archipel dont les inventaires archivistiques n'étaient pas encore complétés.

– Le traitement de quatre fonds d'archives

Ceux-ci étaient considérés comme les plus importants dans l'immédiat. Il s'agissait des fonds du *Secretaria Geral do Governo* (1750-1926), de la *Repartição Central dos Serviços de Administrato Civil* (1927-1975), de l'*Administração do Concelho da Praia* (1820-1970) et de la *Câmara Municipal da Praia* (1800-1975).

– La formation d'assistants-archivistes

Cette activité allait surtout prendre la forme d'un apprentissage au jour le jour. En d'autres termes, on allait m'assigner des assistants de faible niveau académique afin qu'ils apprennent l'archivistique en travaillant à mes côtés. Par la suite, cette formation allait prendre aussi un caractère formel : on a prévu ma participation comme enseignant (traitement documentaire) dans le cadre du *Curso de Técnicos Profissionais de Arquivos* organisé au siège de l'AHN de mars à novembre 1992.

□ Les tâches préalables : volet bibliothèque

En ce qui concerne la bibliothèque, l'AHN a décidé que mon rôle serait surtout celui d'un conseiller technique, lequel préparerait l'informatisation de la salle de lecture. Il m'appartenait donc de conseiller la bibliothèque dans le choix de règles de description, de vedettes-matière, d'un système de classification universelle et, enfin, d'un logiciel. On avait aussi décidé que je consacrerai quelques heures par semaine à la supervision de l'avancement du travail.

Les réalisations

Les réalisations du projet d'appui institutionnel à l'*Arquivo Histórico Nacional* peuvent être décrites en cinq phases distinctes, phases qui correspondent autant à la période de mon intervention (du 15 novembre 1990 au 31 mars 1993) qu'à la nature des tâches effectuées.

□ Phase 1 : novembre 1990 – février 1991

Outre l'apprentissage de la langue portugaise, mes quatre premiers mois au Cap-Vert ont été utilisés à accumuler les informations nécessaires à la reformulation de

mon projet, projet dont les grandes lignes viennent d'être exposées. En archivistique, certaines tâches ont été effectuées, notamment celles qui ont trait à l'élaboration des politiques et normes de description pour les documents d'archives et à la confection d'un cadre général de classement pour l'AHN. Toutefois, la plupart des mes énergies ont été mobilisées pour du travail non archivistique : la rédaction de projets de financement. Au cours de cette période, les projets qui ont été soumis aux différents bailleurs de fonds ont tous eu la même finalité : acheter des boîtes d'archives et des chemises afin que nous puissions commencer le traitement des fonds.

□ Phase 2 : mars – août 1991

Dans l'attente du financement (cela pouvait être long...), il n'était pas question de rester les bras croisés. En accord avec la direction de l'AHN, j'ai décidé d'initier le traitement des quelque 3 000 registres (appartenant aux quatre fonds ci-haut mentionnés) qui reposaient, couverts de poussière, dans un des magasins du bâtiment. Pour ce faire, le directeur a mis à ma disposition une technicienne de faible niveau, laquelle n'avait effectué aucun travail sérieux jusqu'alors. Patiemment, nous nous sommes mis à inventorier, classer, classifier ces registres de manière à constituer un premier instrument de recherche : un répertoire numérique. Ce répertoire allait permettre l'accès d'une partie de ces fonds⁶ aux chercheurs nationaux et étrangers. Ce travail, si modeste et humiliant soit-il, m'a permis de gagner une crédibilité auprès du partenaire. Non seulement j'avais réussi à motiver une collègue au travail archivistique, mais en plus, j'avais démontré qu'on pouvait faire quelque chose avec très peu de moyens financiers. Par ailleurs, ce premier répertoire – même provisoire – nous a été utile pour présenter des demandes de financement aux bailleurs de fonds : l'AHN avait une réalisation concrète à son actif.

Ce répertoire a été confectionné sur traitement de texte. Entre-temps, j'avais sorti l'ordinateur de son carton d'origine et, à la demande du directeur, j'ai entrepris de donner une formation à l'utilisation du traitement de texte à mes collègues de travail. À la fin de la période, trois fonctionnaires de l'AHN maîtrisaient le *Word-Perfect* sans difficulté.

Le rôle du professionnel de la documentation dans un pays en voie de développement : l'exemple de la République du Cap-Vert

Du côté de la bibliothèque, les réalisations ont été moins spectaculaires. En fait, tant que la direction de l'AHN ne faisait pas un choix définitif de partenariat entre la Bibliothèque nationale du Portugal – qui assurait la distribution du logiciel *Porbase* – et la BIEF (Micro *CDS-ISIS* de l'Unesco), il n'était pas question d'entreprendre l'informatisation. Après avoir pesé le pour et le contre, je me suis contenté de suggérer l'adoption du système de Classification décimale universelle (CDU) dont la version brésilienne s'appliquait harmonieusement à la réalité documentaire du Cap-Vert. Le travail de cotation des volumes de la bibliothèque a donc été initié sous ma supervision partielle.

□ Phase 3 : septembre 1991 – mars 1992

Au cours de cette troisième phase, deux projets de financement de l'AHN ont été acceptés. Le premier, de la *SARDEP* (coopération néerlandaise), nous a permis d'effectuer l'inventaire et le transfert des archives de l'île de S. Anto, et le second, de l'*African Archives Museums Project* (Fondation Ford), a fourni à l'AHN les conditions matérielles qui ont rendu possible le traitement du fonds du *Secretaria Geral do Governo* (1750-1926), le fonds sans doute le plus important de l'administration coloniale portugaise au Cap-Vert.

Toujours dans l'esprit d'assurer une crédibilité face aux bailleurs de fonds éventuels, l'AHN m'a demandé de monter une base de données sur *CDS-ISIS* afin de répertorier tous les documents relatifs au Cap-Vert conservés à la bibliothèque. Cette base de données, bien que provisoire, a permis d'établir des relations suivies avec la BIEF, relations qui allaient s'avérer porteuses d'espoir pour l'AHN.

Fort de son succès, l'AHN a mis sur pied le *Museu de Documentos Especiais*, une division de l'AHN qui, outre les cartes et plans, a pour mission de recueillir pour fins d'exposition le patrimoine philatélique, onomastique et artisanale (pages traditionnels) du Cap-Vert. Là aussi, j'ai monté – toujours à l'aide de *CDS-ISIS* – une base de données pour la section des cartes et plans.

□ Phase 4 : avril – novembre 1992

Les tâches effectuées au cours de cette période s'inscrivent dans la continuité de la précédente. Mais elles se sont diversifiées au fur et à mesure que l'équipe locale gagnait en autonomie; de sorte que mon intervention a pris un aspect beaucoup plus technique, voire plus informatique. Mon intervention a également dépassé le cadre de l'institution proprement dite car, au cours de la période, j'ai été appelé à donner un appui – pour le compte de l'AHN – à d'autres institutions capverdiennes telles que, par exemple, la Marie de l'île de S. Nicolau.

Ma participation à des activités de formation s'est intensifiée au cours de cette phase, tant au niveau des fonctionnaires de l'AHN (formation informelle) qu'au niveau national. En effet, de mars à novembre, l'AHN a organisé le *Curso de Técnicos Profissionais de Arquivos* grâce à un financement de la coopération suédoise. Ce cours, qui avait comme objectif de former vingt archivistes pour l'administration publique capverdiennne, s'adressait à des jeunes dont le niveau équivalait à notre secondaire V. J'y ai dispensé un enseignement pratique (100 heures) en traitement documentaire.

□ Phase 5 : décembre 1992 – mars 1993

Bien que mon contrat, d'une durée de deux années, fût terminé, j'ai décidé – à la demande de l'AHN – de le prolonger de quelques mois afin d'y poursuivre mon travail. En effet, nous avons obtenu le financement pour le traitement du fonds du *Secretaria Geral do Governo*, et le partenaire, craignant que les échéances ne soient pas respectées, a insisté pour que j'accomplisse la supervision de cette tâche jusqu'au bout. Au cours de cette dernière phase, j'ai donc travaillé exclusivement à la confection d'un instrument de recherche pour ce fonds. Cette tâche une

fois achevée (du moins pour la partie qui me concernait), j'ai pu quitter l'AHN en toute sérénité.

Conclusion : l'évaluation

S'il m'est permis de faire une évaluation positive de mon projet d'appui institutionnel à l'AHN, cela ne se rapporte pas aux connaissances techniques que j'aurais pu transmettre. Je n'étais pas – et je ne suis toujours pas – un **expert en documentation** (dénomination utilisée dans le Système des Nations unies), mais un simple bibliothécaire-archiviste canadien qui, armé d'une **certaine pratique**, a séjourné quelque temps dans un pays en développement à titre de **coopérant volontaire** du CECI. Mon rôle au sein de l'AHN, beaucoup plus qu'un rôle de transmission d'un savoir-faire, a surtout été celui d'un « dynamisateur » qui, par l'exemple, a motivé une équipe au travail documentaire. Et quand on sait combien gagnent les fonctionnaires dans un pays en développement comme le Cap-Vert (75 \$ par semaine, pour les techniciens, et 125 \$ pour les professionnels), on peut comprendre que ce rôle n'allait pas de soi.

Au-delà de ces considérations, les indicateurs suivants permettent une évaluation plus concrète du projet.

À mon arrivée à l'AHN en novembre 1990, aucun document d'archives n'avait fait l'objet d'un traitement, même sommaire. À mon départ, près de 4 kilomètres d'archives ont été traités (traitement sommaire et provisoire, répertoires numériques, listes, etc.).

À mon arrivée, l'AHN ne disposait que d'un seul ordinateur, lequel reposait dans son carton d'origine. À mon départ, on se bousculait tellement pour l'utiliser que le partenaire a été obligé de faire l'acquisition d'un second micro-ordinateur.

À mon arrivée, le transfert des archives au dépôt central de Praia n'était qu'un projet dont les réalisations, faute de financement, n'étaient prévues qu'à long terme. À mon départ, les archives de l'île de S. Anto reposaient déjà dans un magasin du dépôt et la nouvelle d'un financement de

Théorie et applications

Le rôle du professionnel de la documentation dans un pays en voie de développement : l'exemple de la République du Cap-Vert

l'Unesco (décembre 1992) allait permettre la réalisation du projet pour 1993-1994.

À mon départ de l'AHN en mars 1993, des accords ont été signés avec la BIEF pour faire de la *Biblioteca de Apoio ao Arquivo* une bibliothèque d'envergure nationale. De plus, un second projet du CECI allait y adjoindre une ressource humaine.

L'accomplissement de ce qui précède est le résultat du travail de toute une équipe, travail que j'ai certes contribué à accomplir mais dont, en fin de compte,

je ne suis que l'initiateur. Bien que j'aie quitté l'AHN en mars 1993, je suis resté au Cap-Vert une année supplémentaire afin d'occuper un poste administratif au sein du CECI. De temps à autre, il m'arrive de faire une visite à mes anciens collègues. Récemment, j'y suis allé et, un peu à regret, j'ai constaté qu'on se passait très bien de moi.

Le rôle d'un professionnel de la documentation en pays de développement, ce n'est d'ailleurs peut-être que cela : faire en sorte que, le plus rapidement possible, on n'ait plus besoin de vous.

Notes

¹ Le CECI est une organisation non-gouvernementale qui, en plus de produire des études techniques et de dispenser des formations dans le domaine du développement international, compte plus de 300 coopérants volontaires dans les pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie.

² On prendra note que le terme portugais « arquivo » (archives) est employé au masculin singulier.

³ Republica de Cabo Verde. *Boletim Oficial*, 40 Suplemento, n° 53 (Sabado, 31 de Dezembro de 1988), pp. 1-7.

⁴ Entre autres, ceux de Carol Couture et de Jean-Yves Rousseau (*Les archives au XX^e siècle*), de Victorin Chabot et al. (*Les instruments de recherche pour les archives*) et les travaux du Conseil canadien des archives.

⁵ Maria Fernanda Mouta. *O Arquivo: termos, conceitos e definições*. Viseu (Portugal), Governo Civil de Viseu, 1989.

⁶ Au Cap-Vert, comme dans d'autres pays lusophones, on établit souvent une distinction entre les « registos » (registres) et les « papeis avulsos » (littéralement, feuilles volantes...). Les premiers renvoient aux archives reliées en registres telles que la correspondance expédiée, les livres comptables et tout ce qui procède d'une énumération (registres d'esclave, de vagabond, etc.), et les seconds aux archives « libres » contenues dans des chemises. ■

PERIODICA^{INC}

AGENCE INTERNATIONALE
INTERNATIONALE SUBSCRIPTION
D'ABONNEMENTS AGENCY

**Au service des collectivités
et des bibliothèques
depuis 1946**

- Les spécialistes de la gestion d'abonnements
- Un catalogue de 10,000 titres
- Des liens avec 2,500 éditeurs à travers le monde

PERIODICA INC.
C.P. 444, Outremont, Québec
H2V 4R6

Région de Montréal : (514) 274-5468
Tout le Québec et l'Outaouais : 1-800-361-1431
Télécopieur : (514) 274-0201

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

Marcos Silva

Computer Services Librarian
Reference Department
Humanities and Social Sciences Library
McGill University

Techno-Express

The growth of the Internet, a worldwide network of networks, is exponential: growth estimates using computer host address records range from 9% to 15% a month (Lottor, 1993; Deutsche, 1993). Estimates on the number of users linked to the Internet are similarly growing in an exponential manner; it is believed that perhaps as many as 25 million users have some form of access to Internet services and resources. Also indicative of the Internet's phenomenal growth is the increasing heterogeneity of the user population. Whereas but a few years ago the Internet was used exclusively by the research, government, and academic communities, today its user base includes school children, business persons, and the public. For example, it is estimated that over 600 000 school children in the United States used the Internet to supplement their curricular activities during the 1991-1992 school year (Itzkan, 1992, p. 1).

It is the recentness of the Internet that makes its growth appear astonishing. McGill University gained Internet connectivity sometime in late 1989. Its general student population had full access only in 1991. The literature on the Internet also follows this pattern. Prior to 1989, articles on the Internet were mostly technical and of interest to a limited audience. Today, a cursory search for monographs and periodical articles retrieves a wealth of information directed at a far less technically oriented audience.

For instance, in 1992, at the time of publication of *The Internet Companion: a Beginner's Guide to Global Networking* by LaQuey and Ryer, there were only three books available on the Internet and this work was the only trade edition (LaQuey, personal communication, January 3, 1994). Today there are over 30. Moreover, when attempting to publish the work, LaQuey and Ryer received mostly negative replies from publishers. Sales of the work, however, far surpassed Addison-Wesley's expectations and *The Internet Companion* continues to enjoy brisk sales.

These developments have placed significant pressures on national policy makers to upgrade existing networks by developing and implementing high-speed telecommunication networks. Indeed, every major industrial nation has plans to

upgrade its telecommunication networks and significantly increase its user population. It is not surprising to find the private sector forcefully arguing for its increased participation in the development and creation of these new networks.

Background

The Internet was originally conceived as an experimental network to support research undertaken by the United States Department of Defense and its contractors, under the sponsorship of the Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA). ARPANET, the precursor of the Internet, was designed to provide interactive communication among computers through the use of remote login, transferring of files and resources, and electronic mail.

It is interesting to note that although electronic mail is currently one of the most widely used Internet protocols, it was implemented as an afterthought within a couple of years after the development of other protocols, namely Telnet (an Internet protocol that allows users to manipulate interactively a remote computer) and file transfer protocol (FTP, whereby a user is able to send or retrieve files from a remote computer to a host computer). Two researchers at Bolt, Beranek and Newman, developed the protocols necessary for electronic mail over the ARPANET because they thought it useful to send messages over the network to each other.

In the development of ARPANET in 1969, researchers had to contend with two primary problems. First, because most host computers operated autonomously, their software had to be reformatted to allow for remote access and interaction. Second, a method had to be found to permit access from general-purpose computing centres to more specialized computers. Accordingly, ARPANET, the first «packet-switched, store-and-forward, host-to-host digital network of computers» was born (Lynch and Rose, 1993, p. 4). Only four computer hosts were initially interconnected.

Packet-switching was a concept originated in 1964 by Paul Baran of the Rand Corporation. In packet-switching networks,

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

each file is broken into packets with each packet assigned a unique address. During transmission, individual packets have no pre-determined route; each packet will be sent according to the most efficient, and possibly different, route possible. On their arrival, the packets are reassembled into their proper sequence. By 1971, the ARPANET had 23 host computers increasing to 111 in 1977 (Hart, Reed, & Bar, 1992). The first public demonstration of the ARPANET took place at the International Conference on Computer Communications in October 1972.

By the mid-seventies, other networking technologies based on ethernet or packet radio were being developed. A need arose to interconnect different networks based on different technologies while making the interconnectedness appear seamless and transparent. In essence, the objective was to create a technology that would interconnect autonomous networks functioning under different standards into one virtual network. These technologies are called protocols, and networks interconnected via these protocols comprise the present day Internet.

The initial protocol was called, naturally, Internet Protocol (IP). Again, the motivation for implementing more flexible and advanced protocols came from the Defense Advanced Research Projects Agency, who hired one of the principal architects of the ARPANET, R.E. Kahn, to create a protocol that could support «...further applications of packet switching in different media and the problem of integrating these different manifestations of packet switching into a coherent whole for military applications» (Lynch and Rose, 1993, p. 80).

Basically, IP provides for the transmission of datagrams from a host computer to a remote computer through different

gateways and, when needed, networks. Again, each packet has an address and is re-assembled once it reaches its destination. IP, however, could not supply the reliability required from researchers at Department of Defense (DOD); packets were lost or sent multiple times. For that reason, an additional protocol was created, the Transmission Control Protocol (TCP). The Transmission Control Protocol assures that packets are not lost by retransmitting the data until they arrive at their destination and by detecting and destroying duplicate packets. Internet Protocol and TCP and a suite of other protocols are usually called TCP/IP.

The first experimental network functioning directly under TCP/IP was developed in 1977. In 1978, TCP/IP was declared the preferred Internet protocol suite (Lynch and Rose, 1993, p. 10). By 1982, the Defense Communications Agency, which had taken over administration from DARPA, mandated that all computer hosts connected to the Internet had to function under the TCP/IP protocol suite by January 1, 1983, the day usually cited when speaking about the advent of the modern day Internet (Quarterman, Phillips and Carl-Mitchell, 1993, p. 2).

As a result of DARPA's funding of Berkeley Unix, it was easy to incorporate TCP/IP into the UNIX kernel. Another decision to make that version of UNIX freely available to all computing sites running under UNIX further assured the expansion of the TCP/IP suite. Today, all UNIX versions contain TCP/IP in their kernel. Because of the ubiquitousness of TCP/IP, other manufacturers such as DEC or IBM also support TCP/IP interconnection services.

Increasing concerns over security, caused the DOD in 1983 to split military applications from the ARPANET. This new network was called MILNET. ARPANET continued to support research and development of most non-military applications. Gateways were built to offer connection between the two networks. MILNET was composed of sixty computer nodes while ARPANET retained forty.

Parallel to these events, the National Science Foundation (NSF) of the United States received approval from Congress to create five supercomputing centres that were completed in 1985-86. Building these centres entailed great expense, making it

untenable to build centres at each research institution. To allow researchers access to these computing resources, the NSF decided to create networks linking the centres to remote users (Krol, 1992, p. 12).

At first, it was thought that the new NSF network could be built on the back of the ARPANET. However, because of delays arising from acquisition procedures in the DOD, the NSF decided to build the network independently from DARPA (Hart, Reed and Bar, 1993, p. 672; Krol, 1992, p. 12). In 1988, a *Request for Proposal* to build the network was awarded to three companies: Merit Inc., IBM and MCI. By the middle of 1988, the new backbone was established.

Similar to the ARPANET, the NSF network decided to use the TCP/IP suite of protocols. Their decision was based on the belief that the new Open Systems Interconnections (OSI) protocols were not fully reliable. Because of the higher telecommunication lines of the new NSF backbone, T1 (1.5 Mbps) versus the ARPANET's 56 Kbps, the decision was made by the DOD to abolish the ARPANET; the network could not meet the demands made upon it (Lynch and Rose, 1993, p. 12). In other words, it ceded its place to the NSF backbone, which with other networks from NASA and the Department of Energy, became the de-facto Internet. By 1989, 200 universities and 516 networks were interconnected (Hart, Reed and Bar, 1993, p. 673).

The establishment of high-speed networks based on the TCP/IP protocol suite by most of the major Canadian universities in 1984, marks the beginning of the development of the Canadian component of the Internet. Interconnections among these new networks and the new NSF network, or Internet, became a priority (Bjerring, 1992). The development of regional or provincial networks, also based on the TCP/IP suite, advanced at a slower pace. By 1988, only three provinces had fully operational networks: British Columbia (BCnet), New Brunswick (NBnet), and Ontario (ONet). Quebec's regional network, le Réseau interordinateurs scientifique québécois (RISQ), was established in 1989 and is administered by the Centre de recherche informatique de Montréal.

Establishing interconnections among regional networks became an even more

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

urgent priority. The development of a national high-speed telecommunication backbone that would interconnect all regional networks and offer gateways to the NSF network was given impetus as a result of a partial subsidy given by the National Research Council (NRC). This resulted in the creation of CA*net Networking Inc. in 1990, which has the responsibility to oversee and administer Canada's telecommunication backbone (Cleveland, 1992). CA*net, therefore, acts as Canada's information highway and offers its users access to the worldwide Internet.

The development of national high-speed networks

The phenomenal growth of national high-speed networks comprising the Internet, has prompted policy makers to examine the impact that this development has and may have on research, industry, and education. In the United States, former Congressman and current Vice-President Albert Gore, has been one of the main advocates in efforts to upgrade existing networks. In fact, current projects in the United States can be traced directly to legislation tabled by Gore during his tenure as Senator. Gore's advocacy of the need for high-speed networks arises from the belief that advances in telecommunications are essential for a nation to preserve and secure its economic competitiveness in the international marketplace (Gore, 1992; McClure, Bishop and Doty, 1991; United States, Office of Science and Technology Policy, Director, 1992; United States, Congress, Senate, 1991). His initiative in the development of high-speed networks and computing has been closely watched and followed by other

nations, particularly Japan and those of the European Community.

□ Japan and Europe

The Japanese Universities' Network (JUNET) is the major public high-speed network in Japan. Its primary objective is to promote greater resource sharing and communication among researchers in Japan and elsewhere. It supports a parallel experimental network called SIGMA that was conceived as a testbed for new technologies and distributed processing research (Canadian Network for the Advancement of Research, Industry, and Education Business Plan Working Group, 1992, Appendix A, p. xii). Interconnections to other national networks in North America and Europe are made via JUNET.

Another Japanese initiative is the National Center for Science Information Systems (NACSIS). It interconnects Japanese university computing centers via a network called the Science Information Network. Its goal is to provide researchers with an efficient means to share scarce supercomputing resources. It also aims to give the research and educational communities better access to information resources. Services such as real-time video, voice, full text, and graphics are being developed and integrated into the network.

Of particular interest to librarians and information professionals is the emphasis placed on the development of the information infrastructure by the administrators of the project. Research on and development of resources such as electronic libraries, large scale transaction systems, and information retrieval of full text databases are being fully supported (Inose, 1992, p.2). It is not surprising, therefore, to find U.S. President Bill Clinton citing Japanese initiatives as justification for greater U.S. investment on more advanced networking technologies (Clinton, 1992).

The European program is called the Cooperation for Open Systems Interconnection in Europe (COSINE). It was originally organized as a consortium of 18 European countries and the Commission of the European Communities (CEC). Similar to JUNET and NACSIS, COSINE aims to create a pan-European telecommunication infrastructure for education, business and government. Funding

is made through the CEC and individual European countries. The resulting network is to be called EuropaNET.

Two developments make EuropaNET a unique initiative. First, EuropaNET will offer European researchers the first truly pan-European telecommunication backbone. Until very recently, this has been a near impossibility; use of different telecommunication protocols by the European Community made the interconnection of national networks difficult. A second development arising from the establishment of EuropaNET is the extension of networking services to East European countries such as Poland, Hungary and the Czech and Slovak Republics. As a result, researchers in these nations will be able to join the evolving virtual research community.

□ United States

In the United States, Gore's initiative resulted in legislation that established the necessary infrastructure to develop and implement a new high-speed network, namely the *High-Performance Computing Act of 1991* (P.L. 102-194). The blueprint for action is outlined in the Act by the establishment of the *High Performance Computing and Communications Program* (HPCC). The HPCC will fund research and development for the creation of new computing and telecommunication technology. The telecommunication infrastructure arising from the above program is called the *National Research and Education Network (NREN)*, one of four principal components of the HPCC¹. The NREN has four primary objectives:

- to establish a gigabit network for research, education, business communities and to foster its most widespread use;
- to provide a testbed for the development of advanced networking technologies and to accelerate their application and use;
- to catalyze the deployment of a high-speed general purpose digital information highway for the nation;
- to support and enable the success of the other components of the *High-Performance Computing and Communications Program*.

Of interest is that the above vision is to be built upon the existing NSFnet. In fact,

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

key sections of the existing NSFnet, or the U.S. component of the global Internet, have been upgraded to operate at 45 million bits per second (T1). The goal is to revolutionize without delay the ability of researchers, scholars and government officials to carry out collaborative research and education activities regardless of temporal or spatial constraints. The collaboration arising from the above network is viewed as the bedrock and foundation upon which the new national information highway will be built (Cerf, 1993, p.1; Hunter, 1992, p. 23).

The new Clinton administration, in an effort to ensure the rapid evolution and implementation of the HPCC initiative, has launched a new program called the *National Information Infrastructure* (NII). Essentially, the NII is the Clinton Administration's first attempt at defining its vision of the upcoming gigabyte network. Of interest is the NII's call to extend universal access so that information resources are equitably available to all citizens at affordable prices (United States, Commerce Department, National Telecommunications and Information Administration, 1993). Continued user exponential growth, therefore, is virtually assured.

The American Library Association (ALA), cognizant of the impact that gigabyte networks will have on the provision of information services, has lobbied effectively for the inclusion of library concerns in the NREN implementation plans². Not surprisingly, libraries are cited as a key component in the definition of the NREN³. Of particular interest is the ALA's statement that «inclusion of libraries in [the] Act must be translated into library involvement in the operation of the network» and «increase[d] library participation on advisory structures» (American Library Association, 1992, p. A-12). Given the effectiveness of the ALA's lobbying

efforts, it is safe to assume that American libraries will continue to enjoy a high-profile during the development and implementation of the NREN.

□ Canada and Quebec

The Canadian Network for the Advancement of Research, Industry and Education (CANARIE) can be viewed as Canada's proposed national electronic highway. Unlike the NREN, however, CANARIE is not the result of legislation. The catalyst for CANARIE came from a federal department, Industry Science, and Technology Canada (ISTC), that commissioned a feasibility study in 1989 to examine the possibility of establishing a state-of-the-art research network (J. F. Hickling Management Consultants, 1989; Bjerring, 1992). The study concluded that «*The proposed Network is feasible in terms of the economic, technical, and implementation aspects*» and that the Network «*...be implemented quickly in order to capture the maximum benefit for users in the research development, and education communities, and to capture the 'window of opportunity' for the information technology industry*» (J. F. Hickling Management Consultants, 1989, p. x).

After a meeting in 1990 where sixty leaders from the Canadian research, education, and government communities met to discuss the feasibility of the project, it was decided that the project should be a collaborative endeavour between the private and public sector and, similar to the NREN, it should be built upon the existing telecommunication infrastructure, namely the regional networks and CA*net.

In 1991, ISTC sponsored the Network Organization Conference. Participants agreed to create a committee and four working groups with a mandate to establish plans for the creation of a research network. Business, Governance, Marketing, and Network Architecture were the first working groups (a fifth group, Regional Networks Upgrade and Economics Benefits Working Group was created at a later date). Briefly stated, the primary objective of the working groups was to detail the infrastructure needed to implement the network by January 1, 1993 (Silva and Cartwright, 1992, p. 6).

Essentially, the project aims to expand Canada's existing telecommunication

backbone, CA*net, which serves to interconnect the ten provincial networks (Canadian Network for the Advancement of Research, Industry, and Education Business Plan Working Group, 1992; CANARIE Associates, 1992). The goals and objectives of CANARIE reflect many concerns found in the drafting of the NREN, namely:

– to enhance the competitiveness of the Canadian business community through the development and use of state-of-the-art communications networks;

– to provide an environment in which the Canadian information technology industry, and in particular, those smaller firms which have traditionally faced significant access to barriers to both technology and markets, can accelerate the development of future generations of open networking technologies, products, applications, software and services;

– to support more effective research, development and education through enhanced collaboration and access to information resources worldwide (CANARIE Associates, 1992, p. 9).

And, similar to the NREN, CANARIE views the educational community at universities, colleges, public and private schools, and libraries as one of the primary groups comprising the target market (CANARIE Associates, 1992, p. D-5). In addition, library users offer the second largest potential CANARIE organization group, schools being the largest. As stated in the CANARIE Associates *CANARIE Business Plan*: «*Libraries are a potential market for researchers employed by the library, as well as other researchers using library services*» (1992, p. D-6).

The possible impact arising from the advent of gigabyte networks on the provision of information and library services will be profound (Brownrigg, 1990). Access to bibliographical and full text databases, real-time communication, virtual libraries and video conferencing are but a few of the evolving applications. Many trends have already made a significant impact: electronic publishing, electronic document delivery, and the bypassing of private vendor databases for bibliographical verification and cataloguing.

Techno-Express

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

However, full potential use of network resources and services remains problematic. Upgrading of broadband services, for instance, lags behind U.S. efforts. Whereas the NSFnet has upgraded its Internet lines to T3 speeds (45 megabits per second) and plans to implement speeds up to 155 megabits per second as soon as possible, CANARIE's three phase network implementation approach plans to upgrade CA*net lines to T1 (1.54 megabits per second). T3 broadband services will be available at the completion of phase 2 (1995-1997), (CANARIE Associates, 1992, p. 49). T1 speed is simply too slow for many of the potential and needed applications demanded by users of the network.

Furthermore, Canadian and Quebec public lobbying efforts for greater equitable access to the network has trailed U.S. efforts. Consequently, the debate in the U.S. whether the NREN is to be a fully public or private network is simply absent in Canada; although CANARIE will receive substantial government funding and support, it will be developed primarily by the private sector. CANARIE has, therefore, traditionally emphasized the academic and business communities to the disadvantage of the K-12 and general public communities. However, new lobbying initiatives from the public and education sector are underway.

The Freenet movement is indicative of these new initiatives. Simply defined, Freenets are public community telecommunication networks that do not charge user fees. They are an outgrowth of the National Public Telecomputing Network (NPTN), a research project conducted at Case Western University. The NPTN is a nonprofit organization that works to ensure the provision of « free » and equitable electronic information and telecommunication resources and services to the general public. All members of the community are able to access and use the

network. Most importantly, the system is under the administration and supervision of the community; most of the network support is provided on a community-wide volunteer basis.

Perhaps the best known Freenet is the Cleveland Freenet, which in 1986, became the first fully operational community network. By offering access to the Internet, the Cleveland Freenet makes publicly available resources that are deemed valuable to the public at large: databases, file transfer protocol, electronic mail, etc. School librarians and K-12 educators find the Freenet particularly valuable because of its flexibility in introducing students to electronic resources and databases. Moreover, « *via community computers, school systems finally have a cost-effective way to teach telecomputing to their students, thereby sending a new generation of information-literate citizens into the workforce* » (National Public Telecomputing Network, 1993). And perhaps it is because of this reason that educators and public and school librarians have been particularly active in the Freenet movement.

Freenets are now active in Ottawa and Victoria. Freenet committees have been established in Toronto and Montreal.

A lobbying effort that, if successful, will have a significant impact on school and public libraries, is the Canadian Educational Networking Coalition (CENC) whose aims closely resemble those of K-12 network lobbying groups in the U.S. This new group is attempting to represent K-12 educational networking interests across Canada and will be submitting a formal project to CANARIE for the development of a network to support K-12 education and research (Burns, 1993).

At the founding meeting of the CENC on May 20, 1993, participants included federal and provincial representatives, educational research centers and institutions, and private industry. Of interest was the participation of CANARIE Inc. along with the federal department Industry, Science and Technology Canada (ISTC) which gave support to the idea of establishing a number of committees to oversee efforts to promote greater K-12 networking. Of these committees, the CANARIE Application Committee will attempt to offer

support to schools and educational institutions that present funding applications to CANARIE Inc.

An endeavour that has found support from CENC is the British Columbia CANARIE Education Applications Consortium initiative called the Canadian Online Exploration and Collaborative Environment for Education (COECEE) development project proposal. In essence, the proposal aims to enable any Canadian « *to enjoy enhanced and equitable access to the best distance education, training and learning opportunities* » (Hoebel, 1993). Of especial interest is that the introductory COECEE system will attempt to offer tele-learning and tele-tutoring services through software based on the Virtual Interactive Environment for Workgroups module to be developed with the Open Learning Agency and Simon Fraser University (Hoebel, 1993).

Consequently, the COECEE project offers CANARIE the opportunity to extend its services and resources to the K-12 community. Or, as stated by Hoebel, « *the ability of the COECEE system to extend the reach and accessibility to advanced information, communication and learning resources will offer an effective complement to CANARIE's existing thrusts to upgrade backbone networks and to develop advanced test network facilities* » (1993). The project, therefore, is attempting to deal with an environment where several mutually beneficial developments are taking place: the exponential growth of the Internet, the growth of Canada's telecommunication networking infrastructure arising out of the CANARIE initiative, and most important, the growing interest by Canadian educators, researchers, and librarians in gigabyte networking.

One last initiative that will likewise have a significant impact on the provision of school and public library services is Canada's SchoolNet Project. SchoolNet is a collaborative project sponsored by the federal government, business, library and educational communities. The Canadian federal government has committed approximately \$1.6 million for the 1994-95 year. An additional \$100,000 has been donated by Canada's fullservice telephone companies. Other sponsors include Industry and Science Canada, provincial and territorial

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

ministries of education, and businesses. Perhaps of critical importance is the participation and support of Canadian companies involved in information and telecommunication technology research. CA*net Networking Inc., CANARIE Inc., Apple Canada, and le Réseau interordinateurs scientifique québécois, to name a few, are active participants.

Simply put, SchoolNet's primary objective is to equip Canadian schools with the capability to connect to regional, national, and international networks. The above objective aims to support student access to online information, offer educators the resources needed to improve classroom instruction and school curricula, and promote greater communication among local, provincial, and federal administrative educational agencies. During its start-up year, SchoolNet plans to interconnect 300 schools that have the requisite telecommunication technology to link to the network. Schools will access SchoolNet resources through the Internet, courtesy of CA*net.

Conclusion

Libraries and information centres have a crucial role to play in the support of current network resources and in the implementation of future gigabyte networks. There are a number of reasons, both historical and existing, to promote library participation and investment in the creation of the Canadian information highway. First, libraries have been pioneers in providing users with access to electronic data. The development of the NREN and CANARIE permits both academic and public libraries to continue this trend. Indeed, with CANARIE, school and public libraries are presented with an unparalleled opportunity to offer new services and resources to their patrons.

Furthermore, the need for library mediated services and database searching is diminishing. Instead, patrons are increasingly demanding help and instruction on how to access and navigate the Internet. This will become increasingly more evident as the Internet user population grows as a result of Freenets and K-12 connectivity. It is no surprise, therefore, to find a growing need on the part of the public for instruction on how to manipulate the retrieved data. It is possible to discern a trend where the role of the librarian is evolving from mere data provider to provider of data analysis. In turn, this evolution demands a complete new set of talents and abilities.

Lastly, librarians and information workers must deal with an environment where the information is dynamic and unstable. Electronic information may be ephemeral in nature, may undergo rapid revisions, and may disappear with the shutdown of an archive site. In addition, it may be impossible to ascertain the original archival copy of any document or file. Questions of data integrity, copyright, and publishing are and will remain of foremost importance.

In conclusion, high-speed networks offer librarians and information workers the possibility for continued growth and innovation. These opportunities are not without cost and demand the investment of scarce human and financial resources. Still, the nature of information access, retrieval, and manipulation has radically changed. Users are also demanding new services and skills.

Perhaps even more unsettling is the speed at which these changes are occurring. Nevertheless, these trends are opportunities and have the potential for a radical restructuring of the profession. This in turn may result in greater professional relevancy and academic and community participation by librarians.

Notes

¹ The four components of the *High-Performance Computing and Communications Program* are: High Performance Computing Systems (HPCS), Advanced

Software Technology and Algorithms (ASTA), National Research and Education Network (NREN), and Basic Research and Human Resources (BRHR).

² The ALA has lobbied for:

- inclusion of all types and sizes of libraries as network access points;
- inclusion of all types and sizes of libraries as network information providers;
- high-capacity NREN connections throughout all states and territories;
- recognition of education in its broadest sense as a reason for development of the NREN;
- a voice for libraries in the development of network policy and technical standards;
- use of the network for government information dissemination;
- inclusion of library and information science in the education and training component.

More generally:

- a wide diversity of users and uses;
- equity of access;
- affordable and predictable costs for access;
- interoperability and ease of use;
- scalability and extensibility;
- multimedia capability;
- federal incentives to encourage broad access;
- a meaningful voice for involved constituencies. (American Library Association, 1993, p. A-10).

For a review of lobbying efforts by the ALA, see McClure, Bishop, and Rosenbaum (1991, pp. 30-34).

³ « *The Network is to provide users with appropriate access to high-performance computing systems, electronic information resources, other research facilities, and libraries. The network shall provide access, to the extent practicable, to electronic information resources maintained by libraries, research facilities, publishers, and affiliated organizations* » (United States, Congress, Senate, 1991, sec. 102b).

The evolution of the Internet and national high-speed networks in the United States, Canada, Japan and Europe

References

- American Library Association. (1992). «Policy questions for the National Research and Education Network: Paper prepared for the NREN policy workshop.» In: *Proceedings of the NREN Workshop: Monterey, California, September 16-18, 1992* (pp. A-9-A-16). Washington, D.C.: Interuniversity Communications Council Inc. (EDUCOM).
- BJERRING, A. (1992). *Research Networking in Canada: CA*net and CANARIE*. [Computer file, USENET News System, Subject: FOCUS7.4 CANARIE and CA*net, uwo.newsletters, Nov. 9, 1992].
- BROWNRIGG, E. (1990). «Developing the information superhighway: issues for libraries.» In: Carol A. Parkjurst (ed.). *Library Perspectives on the NREN: National Research and Education Network*. Chicago, Ill.: Library and Information Technology Association. [Computer file, ftp.apple.com, /alug/NETWORKS/nren.txt].
- BURNS, T. R. (1993). *SchoolNet Questions and Answers*. [Computer file, electronic message posted on net-happenings@is.internic.net, August 30, 1993].
- Canadian Network for the Advancement of Research, Industry, and Education Business Plan Working Group. (1992). *Report of the Business Plan Working Group*.
- CANARIE Business Associates. (1992). *CANARIE Business Plan*. Ottawa: CANARIE Business Associates. [Computer file, UNBMVS1.CSD.UNB.CA, /pub/net/CANARIE/*.*].
- CERF, V. (1993). «The National Information infrastructure.» *Internet Business Journal*, vol. 1, n° 1, p. 5-9.
- CLEVELAND, G. (1992). «Canadian libraries and the emerging information network.» *Canadian Library Journal*, n° 49, pp. 367-375.
- CLINTON, B. (1992). «A technology policy for America: Six broad initiatives.» *EFFector Online*, vol. 3, n° 8. [Computer file, ftpftp.eff.org, /pub/EFF/Newsletters/EFFector/effector3.08].
- DEUTSCHE, P. (1993). *Universal Resource Locators*. Paper presented at the Graduate School of Library and Information Science, Graduate Seminar on Artificial Intelligence and Expert Systems, Montréal, Québec.
- GORE, A. (1992). «The information infrastructure and Technology Act.» *EDUCOM Review*, vol. 27, n° 5, pp. 26-29.
- HART, J. A., REED, R. R., and Bar, F. (1992). «The building of the Internet: Implications for the future of broadband networks.» *Telecommunications Policy*, n° 16, pp. 666-689.
- HOEBEL, M. (1993). *B.C. Proposal to CANARIE*. Presentation given at the meeting of the Canadian Educational Network Coalition (CENC), Ottawa, Ontario.
- HUNTER, B. (1992). «Linking for learning: Computer-and-communications network support for nationwide innovation in education.» *Journal of Science Education and Technology*, vol. 1, n° 1, pp. 23-34.
- INOSE, H. (1992). «Strengthening information infrastructure to foster centers of excellence in Japan.» *NACISIS Newsletter*, n° 7, pp. 1-2.
- ITZKAN, S. J. (1992). «How big is the global classroom?» *Matrix News*, vol. 10, n° 2, pp. 1, 7-8.
- J. F. Hickling Management Consultants. (1989). *Feasibility Study of a National High Speed Communications Network for Research, Development and Education: Main Report*. Toronto: Hickling.
- KROL, E. (1992). *The Whole Internet: User's Guide & Catalog*. Sebastopol, Calif.: O'Reilly & Associates.
- LAQUEY, T. and RYER, J. C. (1992). *The Internet Companion: a Beginner's Guide to Global Networking*. Reading, Mass.: Addison-Wesley.
- LOTTOR, M. (1992). *Internet Growth 1981-1991*. Menlo Park, Calif.: SRI International. (RFC1296) [Computer file, nis.nsf.net, /documents/rfc/rfc1296.txt].
- LYNCH, D. C., and ROSE, M. T. (eds.). (1993). *Internet System Handbook*. Reading, Mass.: Addison-Wesley.
- MCCLURE, C. R., BISHOP, A. P., and ROSENBAUM, H. (1991). *The National Research and Education Network (NREN): Research and Policy Perspectives*. Norwood, N.J.: Ablex.
- National Public Telecomputing Network (1993). *Community Computing and the National Public Telecomputing Network*. Cleveland, Ohio: National Public Telecomputing Network. [Computer file, retrieved via anonymous ftp from nptn.org, /pub/info.nptn, filename basic.guide.txt].
- QUARTERMAN, J. S., PHILLIPS, G., and CARL-MITCHELL, S. (1993). «Internet services and access.» In: *Proceedings of the Public Access to the Internet Conference, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge Massachusetts, May 26-27, 1993*. Cambridge, Mass.: John F. Kennedy School of Government. [Computer file, nic.merit.edu, /conference.proceedings/harvard.pubaccess.symposium/perspectives/internet.services.txt].
- SILVA, M., and CARTWRIGHT, G. F. (1992). «The Canadian Network for the Advancement of Research, Industry and Education.» *The Public-Access Computer Systems Review*, vol. 3, n° 6, pp. 4-14. [Computer file, send e-mail message to LISTSERV@UHUPVM1, GET SILVA PRV3N6 F=MAIL].
- UNITED STATES. Congress. Senate. *High-Performance Computing Act of 1991*. 102nd Congress, 1st session, S. 272. [Computer file, nic.merit.edu, /nren/hpca.1991/nrenbill.txt].
- UNITED STATES. Commerce Department. National Telecommunications and Information Administration. (1993). *The National Information Infrastructure: Agenda for Action*. Washington, D.C.: NTIA NII Office. [Computer file, Electronic message posted to the National Research Education Network Discussion E-conference List. NREN-DISCUSS@PSI.COM, September 17, 1993].
- UNITED STATES. Office of Science and Technology Policy. Director. (1992). *The National Research and Education Network Program: a Report to Congress*. Washington, D.C.: GPO. [Computer file, expres.cise.nsf.gov, /pub/fnc/nrencongr.ascii]. ■

Logiciel intégré

de gestion

de bibliothèque

L'étude publiée dans le *Féliciter le* prouve : multiLIS est le plus populaire. 39 % des bibliothèques canadiennes et québécoises ont fait confiance à multiLIS en 1992.

Toujours numéro 1 au Québec et au Canada, multiLIS se classe maintenant parmi les 5 plus grands fournisseurs de logiciels de gestion de bibliothèque en Amérique du Nord.

multiLIS ne cesse de progresser. Nous connaissons du succès grâce à l'expertise québécoise et c'est avec votre collaboration que nous désirons évoluer et bâtir un partenariat solide pour le futur millénaire.



multiLIS

La gestion financière des bibliothèques à l'heure de l'internationalisation

France Bouthillier

Professeure adjointe
Graduate School of Library
and Information Studies
McGill University

Gestion-Action

Dans un contexte où les gouvernements négocient des accords de libre-échange tels que l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), où l'on assiste à une libéralisation sans précédent du commerce mondial avec le récent accord du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), et où les entreprises se doivent de conquérir les marchés mondiaux, l'internationalisation et la globalisation de l'économie sont des réalités de plus en plus tangibles. Ces développements au niveau international modifient les économies nationales et entraînent des changements énormes dans les milieux d'information.

Au Canada, tout comme dans les autres pays industrialisés, l'internationalisation va de pair avec un environnement fiscal et technologique de plus en plus complexe avec lequel les organisations doivent composer. Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur les causes et les conséquences de ces changements, puisque les relations de cause à effet soulèvent bien des débats, l'internationalisation semble accentuer le passage d'une économie traditionnelle de type industriel vers une économie basée sur l'information.

En principe, l'information serait, plus que jamais, la ressource stratégique permettant aux entreprises de conquérir les marchés internationaux, ce qui devrait favoriser les milieux d'information. Mais qu'en est-il exactement pour les bibliothèques ? En quoi la nouvelle valeur de l'information favorise-t-elle leur développement et, plus spécifiquement, qu'advient-il de leurs ressources financières ?

Le but du présent article est d'examiner, dans un premier temps, les changements associés à l'internationalisation, pour comprendre ensuite les nouveaux enjeux en matière d'information. Compte tenu de ce contexte, nous discuterons des problèmes spécifiques qui se posent en termes de gestion financière pour les bibliothèques. Enfin, nous résumerons les questions importantes à considérer afin de gérer les budgets des bibliothèques dans un environnement marqué, à la fois, par la croissance des besoins d'information et par la décroissance des budgets.

L'internationalisation et quelques paradoxes

L'internationalisation, au niveau économique, signifie principalement la suppression de barrières tarifaires afin de faciliter le commerce et les échanges internationaux. Au Canada, le libre-échange avec les États-Unis, et maintenant avec le Mexique, a été présenté par les gouvernements comme la seule voie permettant d'assurer la croissance économique. Par ailleurs, la chute du socialisme dans les pays d'Europe de l'Est, suivie de la libéralisation de leurs économies, le développement économique en Asie du Sud-Est ainsi que les tentatives de créer une union monétaire au sein de la Communauté européenne, laissent présager une mondialisation des marchés qui était jusqu'à maintenant impossible à imaginer. Ces changements devraient non seulement assurer une croissance économique stable, mais augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs en leur donnant accès à des produits de meilleure qualité et à de meilleurs prix, résultant de la concurrence entre les entreprises sur le plan international.

Les conséquences positives de ces changements ne se manifestent malheureusement pas de façon évidente. Le nouvel ordre économique s'accompagne d'une profonde restructuration de la production mondiale et se remarque, par exemple, par le fait que beaucoup d'entreprises autrefois établies au Canada ont maintenant installé leur production dans d'autres pays. La venue de nouvelles entreprises au Canada et l'importation de nouveaux produits sur le marché canadien ont compromis la survie de plusieurs entreprises. Par ailleurs, au sein des organisations, on a procédé à d'énormes modifications afin d'améliorer la productivité : omniprésence des ordinateurs, systèmes-experts, télécommunications et, bien souvent, robotisation. Selon Alvin Toffler (1990), l'information, la connaissance, le savoir-faire sont devenus les moyens indispensables pour rivaliser sur le plan international, et il suggère que l'on est en train d'assister à une révolution comparable à la révolution industrielle. Or, au moment

où les entreprises n'ont jamais eu autant de moyens technologiques pour augmenter leur productivité, paradoxalement, la récession économique se poursuit à l'échelle mondiale. Bien que cette récession ne peut s'expliquer à elle seule par l'internationalisation, le nouvel ordre économique ne se fait pas sans heurts. Au Canada, on évalue à plus de 1,5 million, le nombre de chômeurs, suite aux nombreuses fermetures d'entreprises et réductions de personnel. Cette situation fait en sorte que les revenus des gouvernements provincial et fédéral demeurent stagnants, et les déficits gouvernementaux s'accumulent. La dette nationale ne cesse de croître, et au Canada, tout comme dans les pays industrialisés, les programmes sociaux sont réévalués de fond en comble alors que le fardeau fiscal des contribuables n'a jamais été aussi lourd. Bien que les besoins de formation et de recyclage de la main-d'œuvre n'aient jamais été aussi grands compte tenu des nouveaux défis, le secteur de l'éducation est en crise. Au Québec, les lois 102 et 198 autorisent gel des salaires, réduction des avantages sociaux, réduction des effectifs et des subventions gouvernementales. Au niveau municipal, plusieurs municipalités du Québec ont décidé de geler le compte de taxes et envisagent des changements importants en termes d'offre de services. En somme, à l'heure de l'internationalisation, autant dans le secteur privé que public, la notion qui revient constamment est celle de « rationalisation ».

Mais en quoi cette restructuration économique, ayant d'importantes répercussions sociales, affecte-elle les milieux d'information? Qu'est-ce cela signifie en termes de besoins d'information pour la population en général? Bien que les conséquences de l'internationalisation commencent à peine à être évaluées, on peut globalement identifier trois tendances: les clientèles qui expriment des besoins d'information se diversifient; les besoins

d'information, par conséquent, augmentent ainsi que les sources d'information; et enfin, le besoin de moyens technologiques, pour gérer et repérer de plus grandes quantités d'information plus rapidement, s'intensifie.

Besoins d'information et conquête internationale

Dans un contexte où les gouvernements et les entreprises cherchent à investir et à exporter davantage dans d'autres pays, l'information relative à ces nouveaux marchés sur les plans économique, commercial, technologique, etc. devient essentielle. Par ailleurs, la compétitivité des entreprises étant un enjeu majeur, la recherche et l'information permettant d'améliorer la productivité est indispensable. Ainsi, les besoins d'information des gouvernements et entreprises devraient croître de façon importante, et on pourrait croire que le stockage et le repérage de l'information sur support électronique permettraient de répondre adéquatement à ces nouveaux besoins. Malgré les tentatives de stocker davantage d'information sur support électronique, on constate toutefois qu'environ 95% de toute l'information utilisée dans les entreprises, par exemple, est toujours imprimée (Frappaolo, 1993). Les réseaux informels de communication (par exemple, contacts personnels, rumeurs, etc.) demeurent également un moyen privilégié dans le milieu des affaires pour accéder à des informations stratégiques de nature scientifique, technique et financière, et les spécialistes de l'information ainsi que les centres de documentation ne sont pas nécessairement plus sollicités.

En ce qui concerne les individus, l'internationalisation exige des compétences et connaissances nouvelles pour ceux et celles qui détiennent ou qui détiendront des emplois. Dans le domaine de l'éducation, on remarque des efforts pour créer des programmes de formation permettant aux étudiants de s'ouvrir sur le monde et de comprendre les enjeux internationaux. Les bibliothèques œuvrant dans le monde de

l'éducation doivent ainsi répondre à ces nouveaux besoins en ajustant le développement de leurs collections. Par ailleurs, les changements dans l'emploi entraînent des besoins de recyclage chez les individus qui devraient, en principe, utiliser davantage les services de bibliothèques publiques, collégiales ou universitaires. Bien que ces nouveaux besoins d'information soient réels, il est difficile d'évaluer s'ils sont effectivement exprimés, puisque des compressions budgétaires ont marqué le développement des bibliothèques depuis les années 80, ce qui n'a pas toujours permis l'adaptation ou l'introduction de nouveaux services d'information. Évaluer dans quelle mesure les bibliothèques répondent, par exemple, davantage aux besoins d'information des personnes en recherche d'emploi demeure ainsi difficile.

Quoi qu'il en soit, l'internationalisation coïncide avec l'introduction des nouvelles technologies de l'information dans les bibliothèques, et se justifie par le besoin d'accéder plus facilement et rapidement à l'information produite à l'échelle mondiale. Les technologies de l'information et les progrès dans les télécommunications contribuent à éliminer les barrières géographiques et nous entraînent vers la globalisation de l'information. Cependant, les nouvelles technologies ont un important impact sur les budgets des bibliothèques et, dans un contexte de récession économique, ces dernières doivent faire des choix de plus en plus ardu.

Technologies et ressources financières

Après avoir connu une période de croissance dans les années 70, les bibliothèques publiques, collégiales et universitaires ont connu des hauts et des bas en termes de budgets après la récession au début des années 80, et les années 90 n'apportent guère de bonnes nouvelles. Au Québec, dans le secteur municipal, alors que le réseau des bibliothèques se développait, d'importantes coupures budgétaires ont été faites par le ministère des Affaires culturelles en 1985.

Les bibliothèques universitaires ont également connu d'importantes coupures ou un gel des ressources financières. Dans les deux cas, l'inflation galopante a durement affecté le développement des collections et, en particulier, les périodiques pour lesquels le coût moyen des abonnements a augmenté de 250% depuis 1981-82 (Bonnely, Côté, Ormsby, 1992). En dépit de l'augmentation de la population étudiante et des clientèles au niveau municipal, les budgets n'ont pas été réajustés et ceci s'est traduit par une réduction importante du pouvoir d'achat des bibliothèques. Dans le secteur privé, il semble que les entreprises ont eu tendance, en général, à diminuer les coûts d'opération des centres de documentation en rationalisant la gestion des ressources humaines.

Cette situation n'a pas toutefois empêché les bibliothèques universitaires et collégiales, et plusieurs bibliothèques publiques, d'introduire les technologies de l'information. Les buts visés consistaient, d'une part, à améliorer le fonctionnement des opérations (acquisitions, traitement documentaire et prêt), préoccupation essentielle dans un contexte où l'augmentation des effectifs est pratiquement impossible et, d'autre part, à donner un meilleur accès aux collections locales par le biais de catalogues informatisés, et aux ressources d'information externes au moyen de la recherche en-ligne, de CD-ROM, etc. Les dépenses des bibliothèques ont donc radicalement changé : de plus en plus de sommes sont allouées pour le matériel et les services informatiques (équipement, logiciels, et serveurs). Selon Muro (cité par Bushman, 1993), le marché de l'informatique dans le milieu des bibliothèques augmenterait de 25 à 30% par année, ce qui assure une situation confortable pour les entreprises qui offrent de tels services. Les bases de données sur CD-ROM, donnant accès à des articles de périodiques, sont, par ailleurs, souvent perçues comme

la solution pour réduire les coûts d'abonnements aux périodiques. Une récente enquête faite auprès de bibliothèques académiques américaines (Condic et Lepkowski, citée par Bushman, 1993) indique que toutes les bibliothèques consultées (122) offraient un accès aux CD-ROM. Une autre étude démontre que les bibliothèques publiques américaines ont dépensé en moyenne 13 533 \$ pour des logiciels permettant d'utiliser des CD-ROM en 1991-92, alors que les bibliothèques académiques prévoient dépenser 10 519 \$ pour la même période (Berry, 1992). Toujours aux États-Unis, les dépenses totales pour les ressources électroniques (équipement, serveurs, etc.) totalisaient, en 1991-92, 37 958 \$ pour les bibliothèques publiques et 22 112 \$ pour les bibliothèques académiques alors que les budgets annuels moyens pour l'achat de matériel se situaient autour de 157 830 \$. L'étude de Condic et Lepowski indique que 72% des bibliothèques universitaires et collégiales qui possèdent des CD-ROM ont annulé plusieurs abonnements à des périodiques. Ces données reflètent, de façon partielle, de nouvelles tendances en termes de choix budgétaires. Selon Bushman (1993), les bibliothèques, en achetant davantage l'accès à l'information sur support électronique, achètent de moins en moins d'information de format traditionnel comme les monographies et périodiques.

Or, les technologies de l'information et, plus particulièrement, les bases de données de références bibliographiques, en nous informant mieux sur la documentation produite dans le monde, ont permis de découvrir à quel point les collections des bibliothèques ont souvent d'importantes lacunes. Les nouvelles technologies ont favorisé également un autre phénomène ayant des implications financières : la tarification des services. Dans les entreprises privées et dans les institutions publiques, les bibliothèques qui veulent donner accès aux usagers à la recherche en-ligne et aux CD-ROM, exigent souvent de ces derniers le paiement de frais liés à l'utilisation de ces services. Si l'accès à l'information peut être illimité sur le plan technique, les responsables de bibliothèques se sont vite rendus compte que cet accès, en considérant ses enjeux financiers, devait être limité. Les nouvelles dépenses liées aux technologies de

l'information exigent donc de nouvelles sources de revenus. De plus, elles introduisent, subtilement, des réorientations importantes dans la mission des bibliothèques, puisque l'organisation des services est souvent modifiée : on tend à diminuer les heures d'ouverture, à réévaluer l'existence de succursales ou de bibliothèques spécialisées dans les grandes institutions, à diminuer les heures de travail du personnel, etc.

Les bibliothèques ont donc des besoins accrus de ressources financières pour permettre l'introduction des nouvelles technologies, ainsi que pour assurer leur efficacité optimale impliquant l'achat de nouveaux équipements avec meilleure capacité de mémoire, de nouvelles versions de logiciels, de nouveaux produits améliorant les télécommunications, etc. Cependant, pour les institutions publiques, ces nouveaux besoins financiers se font sentir dans un contexte où les gouvernements réévaluent leur participation dans le financement des organisations publiques. Ainsi, depuis les années 80, bien que les dépenses de l'État québécois aient augmenté à chaque année, l'augmentation des budgets n'a pas tenu compte du plein effet de l'inflation, ce qui a donné lieu à plusieurs formes de compressions budgétaires : réduction ou élimination du taux de croissance des budgets ; réduction de la base budgétaire existante ; imposition de charges accrues, soit plus de dépenses malgré des revenus stagnants (Paquin, 1992). Dans certains cas, les organisations ont connu des coupures réelles dans les budgets de base impliquant : une réduction des niveaux de services existants de base, l'incapacité d'accroître les services pour répondre aux besoins accrus, ou la suppression pure et simple de certains services. Avec les années 90, la décroissance des finances publiques demeure la principale préoccupation des gouvernements. De toute façon, ils n'ont pas le choix : les contribuables ne peuvent plus et surtout ne veulent plus voir leur fardeau fiscal s'alourdir davantage. Pour les bibliothèques, la situation n'est pas différente et à l'instar de l'ensemble des organisations publiques, une gestion serrée des ressources financières est exigée.

Compte tenu de l'endettement des gouvernements, il est illusoire de croire que le financement des institutions publiques

ainsi que la croissance des entreprises privées reviendront aux niveaux que l'on a déjà connus. Dans les bibliothèques, alors que les moyens technologiques offrent des possibilités incroyables, la décroissance des budgets vient limiter les perspectives d'avenir. Faut-il être complètement pessimiste ? Sans doute, si l'on continue de gérer les ressources financières sans perspective d'avenir, c'est-à-dire sans se demander dans quel sens on veut faire évoluer les services d'information. Les défis sont de taille, mais ils ne sont pas nouveaux : les budgets de bibliothèques n'ont jamais été faciles à obtenir et la bonne nouvelle avec la récession économique est que le taux d'inflation n'a jamais été aussi bas. Les solutions ? Elles ne sont pas simples car elles consistent à améliorer la gestion financière à tous les niveaux et surtout à se questionner sur l'impact des décisions financières sur le rôle des bibliothèques. Paquin (1992) a examiné quelques stratégies utilisées dans les organisations publiques afin de gérer la décroissance, et les tendances sont les suivantes :

– accroître les revenus : les levées de fonds sont maintenant chose courante dans les universités, la location des locaux est parfois envisagée, on essaie aussi d'améliorer la perception des revenus et des comptes à payer lorsqu'il y a lieu ;

– avant de chercher de nouvelles sources de financement, tenter de réduire les dépenses de fonctionnement, imposer des mesures d'économie (acheter des produits moins chers), effectuer un meilleur

contrôle des dépenses, mieux gérer les ressources humaines en réduisant les absences rémunérées, favoriser les congés sans solde, les retraites anticipées, encourager le décloisonnement des tâches ;

– rationaliser les méthodes d'opération, faire appel à des technologies moins coûteuses, faire soi-même certaines choses ou confier certains travaux à l'extérieur, mettre en commun certains services et ressources avec d'autres organisations ;

– enfin, améliorer la prise de décision, procéder à des études de coûts-bénéfices et de coûts-efficacité, instaurer un processus de planification efficace, développer les budgets en tenant compte des priorités et analyser l'allocation des ressources financières pour chaque type de services.

En somme, la gestion de la décroissance implique une meilleure gestion globale et des efforts d'innovation. Malheureusement, en période difficile, on tend à faire des coupures à l'aveuglette, à faire des économies qui nuisent à la productivité, à moins se préoccuper des clientèles que l'on doit servir, et à déroger de notre mission de base sans en être toujours conscient.

Conclusion

Bref, à l'heure de l'internationalisation, la gestion financière des bibliothèques se trouve à un point tournant. On nourrit beaucoup d'espoirs avec le concept de bibliothèque virtuelle qui devrait, en principe, faciliter l'accès à l'information tout en diminuant les coûts d'opération par la réduction des dépenses reliées à l'espace et au personnel nécessaires pour stocker et gérer l'information. Cependant, a-t-on vraiment examiné comment ce type de bibliothèque sera accessible au chômeur qui veut se recycler ou à la petite et moyenne entreprise qui veut conquérir un

nouveau marché ? L'internationalisation suggère la disparition de barrières pour faciliter les échanges internationaux, mais dans le domaine de l'information, est-on en train d'ériger de nouvelles barrières ? Les défis qui se posent en termes de gestion financière soulèvent ainsi, plus que jamais, des questions fondamentales en ce qui concerne les services d'information de demain.

Références

- BERRY, John. « CD-ROM : the medium of the moment ». *Library Journal*, vol. 117, n° 2 (February, 1992), pp. 45-47.
- BONNELLY, Claude, CÔTÉ, Jean-Pierre et ORMSBY, Eric. « Les conséquences du sous-financement des universités sur le développement des bibliothèques ». *Documentation et bibliothèques*, vol. 38, n° 1 (1992), pp. 5-14.
- BUSHMAN, John, ed.. *Critical Approaches to Information Technology in Librarianship: Foundations and Applications*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 1993.
- FRAPPAOLO, Carl. « Preparing for the Information Revolution : excerpts from the keynote address, 1993 National Online Meeting ». *Online & CD-ROM Review*, vol. 17, n° 3 (1993), pp. 181-185.
- PAQUIN, Michel. « Le phénomène de la décroissance et le management des organisations publiques ». In : Parenteau, Roland. *Management public : comprendre et gérer les institutions de l'État*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1992, pp. 597-615.
- TOFFLER, Alvin. *Powershift : Knowledge, Wealth and Violence at the Edge of the 21st Century*. New York : Bantam, 1990. ■

Cette revue est imprimée par



6095, boul. Couture
Saint-Léonard Qc
H1P 3G7
Tél.: (514) 852-3730

▲ ▲ ▲ La Société GRICS

LA GESTION DES BIBLIOTHÈQUES AVEC LE LOGICIEL REGARD ET LE TOUT NOUVEAU MODULE DE GESTION DES ACQUISITIONS ET DES PÉRIODIQUES

REGARD est un logiciel qui permet de gérer toutes les activités d'une bibliothèque. REGARD est actuellement composé de modules permettant un catalogage efficace ainsi que la gestion des prêts et des réservations. Dans le but de munir les professionnels de la bibliothéconomie avec des outils de pointe, la Société GRICS offre un tout nouveau module pour assurer une saine gestion des acquisitions et des périodiques.

Voici les deux nouvelles fonctions comprises dans ce module:

LA FONCTION ACQUISITIONS

La fonction **ACQUISITIONS** permet de traiter les différentes étapes de l'acquisition de documents. Ces étapes se traduisent sous forme d'activités offrant à l'utilisateur beaucoup plus de souplesse.

La demande d'achat: L'utilisateur peut y consigner les coordonnées du requérant et l'objet de sa demande.

La notice: L'utilisateur indique ici le code de notice correspondant aux items à commander. Si la notice existe déjà, l'activité permet la recherche, sinon elle doit être créée dans REGARD.

La commande: L'utilisateur spécifie le fournisseur ainsi que les nombres d'unités et les prix des items à commander.

De plus, il peut engager le montant total dans un ou plusieurs postes budgétaires.

La commande est alors imprimée, individuellement ou lors d'une impression massive.

Les réceptions: À chaque réception d'items commandés, l'utilisateur complète le nombre d'unités reçues et obtient les nombre d'unités à recevoir.

Les factures: Pour chaque facture reçue, l'utilisateur spécifie les nombres d'unités et le prix des items facturés. De plus, il peut dépenser le montant total dans un ou plusieurs postes budgétaires en ayant soin de liquider les montants engagés.

Les rappels: Si les items commandés tardent à arriver, des rappels peuvent être imprimés, individuellement ou lors d'une impression massive où certains critères de sélection sont considérés.

LA FONCTION PÉRIODIQUES

La fonction **PÉRIODIQUES** permet de gérer la réception des numéros des abonnements de la bibliothèque.

Les périodiques, les abonnements: L'utilisateur complète ici les informations générales sur le périodique et des informations particulières à chaque abonnement.

La notice:

L'utilisateur indique ici le code de notice correspondant au périodique. Si la notice existe déjà, l'activité permet sa recherche, sinon elle doit être créée dans REGARD.

Le Kardex et les rappels:

L'utilisateur peut créer manuellement ou faire générer par l'activité les numéros à recevoir de l'abonnement. Il ne lui reste plus qu'à indiquer le nombre d'unités reçues du numéro au moment de la réception. Tout comme pour l'acquisition, des rappels peuvent être imprimés pour les numéros manquants.

Une production massive permet de renouveler les abonnements venant à échéance dans une période spécifiée par l'utilisateur.

25 ANS
D'EXCELLENCE
ET UNE MISSION
À POURSUIVRE



Si vous désirez de plus amples renseignements sur REGARD et ce tout nouveau module, n'hésitez pas à communiquer avec l'un de nos représentants-conseils au Service à la clientèle au (514) 251-3730.

Bibliothéconomie internationale et comparée : choix de monographies

My Loan Duong

Responsable
Bibliothèque de bibliothéconomie
et des sciences de l'information
Université de Montréal

Biblio-Culture

Cette bibliographie porte sur les ouvrages qui traitent de bibliothéconomie internationale, c'est-à-dire des activités de coopération et d'échange en matière bibliothéconomique, de l'uniformisation et du développement des pratiques et des procédures ainsi que ceux qui traitent de bibliothéconomie comparée, c'est-à-dire de l'étude et de l'analyse des bibliothèques et des systèmes de bibliothèques dans les différents pays et régions du monde. À l'intention des lecteurs d'*Argus*, pour compléter vos lectures sur ces sujets, nous avons sélectionné ces vingt monographies parues au cours des dix dernières années. Celles-ci sont classées par ordre alphabétique de titre.

□ **Academic Librarianship. Past, Present, Future: a Festschrift in Honor of David Kaser.** Edited by John Richardson, Jr and Jinnie Y. Davis. Englewood, Colorado, Libraries Unlimited, 1989. 176 p. ISBN : 0-87287-669-1.

Ces essais en l'honneur de David Kaser, professeur à l'Indiana University par deux de ses collègues, John Richardson Jr. du UCLA et Jennie Y. Davies du North Carolina State University Libraries, retracent l'histoire de l'enseignement de la bibliothéconomie – et de la bibliothéconomie comparée – au cours des trois dernières décennies. Deux bibliothèques universitaires en Angleterre sont évaluées en fonction des normes de l'Association of Research and College Libraries. Commentaires sur des aspects de la coopération entre la Chine et les États-Unis dans laquelle le professeur Kaser a joué un rôle important.

□ **Bibliographic Access in Europe: First International Conference.** The proceedings of a conference organised by the Centre for bibliographic management and held at the University of Bath, September, 14-17, 1989. Edited by Lorcan Dempsey. Brookfield, Vermont, Gower Publishing, 1990. 315 p. ISBN : 0-566-03644-4.

Comptes rendus d'une conférence européenne portant sur le contrôle bibliographique, la normalisation des règles de catalogage et la standardisation des notices bibliographiques en vue de l'établissement d'un catalogue commun des bibliothèques européennes.

□ **La bibliothèque, mémoire de l'âme, mémoire du monde.** Dirigé par Richard Figuiet. Revue *Autrement*. Série Mutations #121. Avril 1991. 229p. ISSN : 0-7510-0144.

Ce numéro de la revue *Autrement* porte sur le rôle de la bibliothèque comme mémoire

du passé. Quelle est la place de l'imprimé à l'heure actuelle alors que la bibliothèque « s'ouvre, se miniaturise, se numérise, se synthétise, abandonnant toute référence au livre ? » Les auteurs font la revue du passé alors que les bibliothèques étaient encore les « miroirs de l'âme » depuis Alexandrie, en passant par la bibliothèque des Ptolémée, Cicéron, de Bagdad, Clairvaux et Venise. Rappel historique de la Bibliothèque nationale de France depuis sa création jusqu'à l'arrivée de l'âge « des nombres et des machines ».

□ **Les bibliothèques publiques en France : points de comparaison avec le Québec.** Sous la direction de Réjean Savard. Montréal, École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal, 1993. 114 p. ISBN : 2-920537-04-0.

Cette analyse de la situation actuelle dans les bibliothèques publiques en France et au Québec, avec un aperçu historique sur les bibliothèques publiques en France et l'examen des structures du réseau de lecture publique, du rôle des intervenants politiques, législatifs et économiques, montre les particularités de fonctionnement de chaque système, les points forts et les défis à relever pour améliorer la coopération entre le Québec et la France.

□ **Contemporary Developments in Librarianship: an International Handbook.** Edited by Miles M. Jackson. London, England, Library Association, 1981. 619 p. L'édition américaine est publiée par Greenwood Press sous le titre : **International Handbook of Contemporary Developments in Librarianship.** ISBN : 0-85365-834-X.

Un tour d'horizon complet par les experts de 37 pays regroupés en régions géographiques sur les principaux développements et les tendances les plus significatives dans le domaine de la bibliothéconomie.

□ **Developments in International and Comparative Librarianship 1976-1985.** Edited by Inese A. Smith. Published by The International and comparative librarianship. Birmingham, Engl., Group of the Library Association, 1986. 138 p. ISBN : 0-906904-03-X.

Des bibliothécaires britanniques font le point sur la coopération internationale et l'apport des professionnels, des associations et des organismes impliqués dans ce domaine dont la Library Association, le British Council, le Voluntary Service

Bibliothéconomie internationale et comparée : choix de monographies

Overseas. Une bibliographie de 12 pages sur la bibliothéconomie comparée et internationale termine cet ouvrage où les auteurs font part de leurs réflexions et présentent les recherches et les développements dans ce domaine.

□ **The Education and Training of Information Professionals: Comparative and International Perspectives.** Festschrift in honor of Edward Reid-Smith. Edited by G.E.Gorman. Metuchen, N.J., Scarecrow Press, 1990. 365 p. ISBN: 0-8108-2284-9.

Les auteurs comparent l'enseignement de la bibliothéconomie et des sciences de l'information dans huit pays dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie, l'Inde, la Chine, l'Arabie Saoudite, la Hongrie et la Nouvelle-Guinée. Le rôle de l'IFLA dans la formation des professionnels dans les pays en développement ainsi que l'apport et la contribution des bibliothèques publiques au Royaume-Uni dans l'éducation des adultes font l'objet de réflexions dans les deux dernières communications.

□ **Les grandes bibliothèques de l'avenir. Actes du Colloque international des Vaux-de-Cernay. 25-26 juin 1991.** Bibliothèque de France. Paris, La Documentation française, 1992. 296 p. ISBN: 2-11-002742-8.

À l'ombre de l'Abbaye des Vaux-de-Cernay, des administrateurs de grandes bibliothèques, en Europe, aux États-Unis et ailleurs se sont réunis pour faire part de leurs réflexions et de leurs expériences sur les grands projets d'expansion, les défis technologiques, la coopération internationale et la mission des bibliothèques, surtout nationales, dans leurs pays respectifs.

□ **International and Comparative Librarianship: an Annotated Selective Bibliography.** Edited and compiled by Mimi B. Penchansky. N.Y., Library Association of the City University of New York, 1986. 24 p.

Bibliographie sur les ouvrages et les articles portant sur la bibliothéconomie internationale et comparée des années 70 à 85.

□ **International Aspects of Reference and Information Services.** Edited by Bill Katz and Ruth Fraley. New York, N.Y., Haworth Press, 1987. 244 p. Numéro spécial de *Reference Librarian*, n° 17 (Spring 1987). ISBN: 0-86656-573-6.

Étude et analyse des services de référence dans les pays d'Europe de l'Ouest, aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Israël et en Amérique latine. Examen des perspectives d'échanges commerciaux au niveau des réseaux et des ressources électroniques.

□ **International Book and Libraries Activities. The History of U.S. Foreign Policy.** Edited by Paxton P. Price. Metuchen, N.J., Scarecrow Press, 1982. 248 p. ISBN: 0-8108-1545-1.

L'auteur retrace la naissance et les débuts des programmes internationaux d'échange et de coopération des États-Unis avec les pays en développement dans le domaine de la bibliothéconomie. Elle décrit l'établissement de la politique nationale américaine dans les échanges culturels internationaux et le rôle et la mission des agences comme AID, USIA, HEW, de la Library of Congress et du State Department dans l'élaboration de ces politiques.

□ **Internationalizing Library and Information Science Education. A Handbook of Policies and Procedures in Administration and Curriculum.** Edited by John F. Harvey and France Laverne Carroll. Westport, Conn., Greenwood Press, 1987. 391 p. ISBN: 0-313-23728-X.

Les tendances et les orientations à prendre en considération dans l'enseignement de la bibliothéconomie et des sciences de l'information pour la prochaine décennie, à l'heure de l'internationalisation des techniques et des moyens de communication.

□ **International Librarianship.** Kenneth Cecil Harrison. Metuchen, N.J., Scarecrow Press, 1989. 194 p. ISBN: 0-8108-2213-X.

L'auteur apporte ici ses réflexions dans le domaine de la bibliothéconomie internationale, notamment au niveau du partage et de la mise en commun des ressources et parle de ses expériences de coopération internationale avec les pays du Commonwealth. Le rôle de l'IFLA dans le développement des bibliothèques est examiné, de même que les relations entre la Grande-Bretagne et les pays de l'Europe du Nord.

□ **International Librarianship Today and Tomorrow. A Festschrift for William J. Welsh.** Compiled by Joseph W. Price and Mary S. Price. K.G. Saur, 1985. 174 p. ISBN: 3-598-10586-X.

Cet ouvrage est dédié à William Welsh pour sa contribution remarquable dans le développement des bibliothèques aux États-Unis, notamment la Library of Congress, et ailleurs dans le monde. Les essais d'auteurs provenant d'Australie, de Grande-Bretagne, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'ancienne U.R.S.S., du Kenya et du Canada portent sur l'automatisation et le développement des bibliothèques ainsi que sur les perspectives de développement au niveau de la coopération internationale.

□ **International Library Cooperation. Festschrift in Honour of Prof. Dr. Günther Pflug. 10th Anniversary Essen Symposium October 19-22, 1987.** Edited by Ahmed H. Helal and Joachim W. Weiss. Essen, Germany, Essen University Library, 1988. 337 p. ISBN: 3-922602-11-8.

Ce 10^e symposium tenu à Essen est une occasion de rendre hommage au Dr Pflug, un grand bibliothécaire et le principal instigateur de l'automatisation des bibliothèques en Allemagne. Les communications portent sur les aspects relatifs à la coopération internationale – américaine et européenne –, sur les échanges entre les grandes bibliothèques universitaires dans la recherche et le développement, sur le rôle et la contribution de la Ligue des bibliothèques européennes de recherche (LIBER), sur les réseaux et les nouveaux défis dans le domaine de la bibliothéconomie internationale.

□ **Librarianship and Information Worldwide, 1992. An Annual Survey.** Edited by Maurice Line, Graham Mackenzie and Ray Prytech. New York, N.Y., Bowker Saur, 1993. 272 p. ISBN: 1-85739-066-0.

Précédé de l'ouvrage du même titre publié l'année précédente et qui a reçu un excellent accueil lors de sa parution, le LIWW 1993, dont l'éditeur responsable est le bien connu Maurice Line, qui fut directeur à la British Library (section science, technologie et industrie) pendant de longues années, fait le point sur les derniers développements en matière de bibliothéconomie comparée et internationale. Le premier chapitre définit les trois principaux thèmes de l'ouvrage qui sont la technologie de l'information, le

développement des réseaux et l'enseignement des sciences de l'information. Maurice Line parle des défis qui se présentent actuellement dans la gestion des bibliothèques nationales, tandis que les aspects comme la coopération internationale, la facturation des services, l'accès à l'information, les bibliothèques publiques, la formation et l'enseignement ainsi que les bibliothèques académiques font l'objet de réflexions de la part d'autres spécialistes, tous reconnus pour leur expertise dans le domaine de la bibliothéconomie comparée et internationale.

□ **The School Library Program in the Curriculum.** Ken Haycock and al. Englewood, Col., Libraries Unlimited, 1990. 169 p. ISBN : 0-87287-776-0.

Les essais portent sur le rôle et le fonctionnement de la bibliothèque scolaire, le rôle de l'enseignant-bibliothécaire et le programme du cours de bibliothèque scolaire aux États-Unis. La section 6 intitulée « Issues and considerations », avec l'article « Attitudes of school librarians toward networking and teacher utilisation ; a comparative study of ten countries » où l'auteur présente les résultats d'une enquête internationale commanditée par le ministère de l'Éducation du Japon, sera d'un grand intérêt pour ceux dont la question des bibliothèques scolaires préoccupe.

□ **Spreading the Word. The Library Work of the British Council.** Douglas Coombs. New York, N.Y., Mansell Pub., 1988. 298 p. ISBN : 0-7201-1955-3.

L'apport du British Council dans le domaine de la coopération internationale depuis la création de cet organisme en 1934 et ses réalisations jusque dans les années récentes. Retracer la mise sur pied des centres d'information dans les pays de l'ancien Empire britannique et les services d'assistance

technique qui furent établis dans les pays d'Afrique.

□ **Tropical Librarianship.** Wilfred J. Plumbe. Metuchen, N.J., Scarecrow Press, 1987. 318 p. ISBN : 0-8108-2057-9.

L'auteur, qui a longtemps œuvré dans les pays en voie de développement, a regroupé dans ce recueil les articles qu'il a publiés au cours des vingt dernières années sur la bibliothéconomie et sa pratique dans les pays en voie de développement en Asie et en Afrique.

□ **World Librarianship : a Comparative Study.** Richard Krzys, Gaston Litton and al. New York, N.Y., Marcel Dekker, 1983. 239 p. ISBN : 0-8247-1731-7.

C'est en 1954 qu'est apparue dans les écrits l'expression « comparative librarianship ». Richard Krzys et Gaston Litton ont, par leurs études et leurs recherches, défini le champ de ce concept. Cet ouvrage tente une analyse globale de la pratique et de l'enseignement de la bibliothéconomie comparée et internationale. ■

La LIBRAIRIE MERCIER a pour objectif de faire tout son possible afin de simplifier votre travail.

Notre expérience nous permet d'effectuer des recherches fréquentes pour vous, et ainsi, réduire le nombre de vos commandes et vous sauver du temps.

Depuis 1952, nous desservons les institutions d'enseignement et de recherche, telles que les bibliothèques municipales, scolaires, provinciales, fédérales et d'hôpitaux.

Nous comptons avoir le privilège de bien vous servir très bientôt.

LIBRAIRIE MERCIER

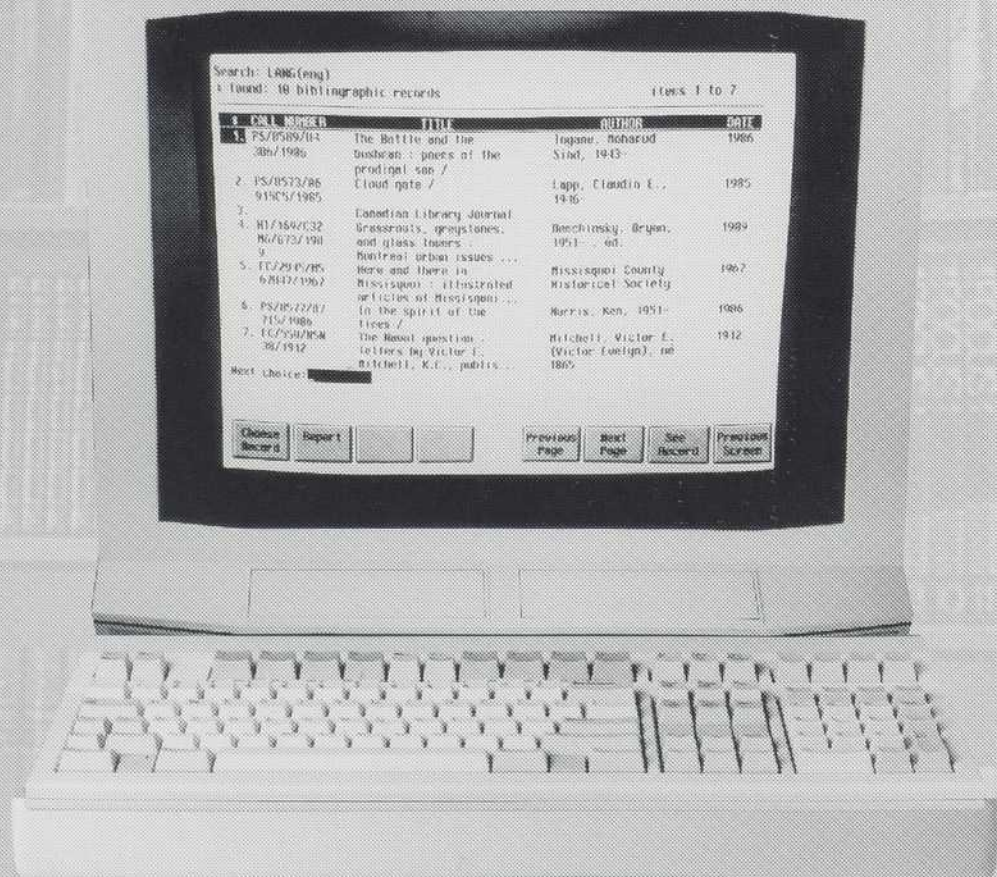
librairie agréée,
40, St-Joseph, Ste-Thérèse, Qc J7E 3L6
Téléphone : (514) 435-0581
Télécopieur : (514) 430-1584



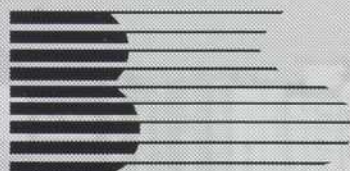
Volumes reliés de luxe
Arts et histoire
Littérature
Scientifiques
Médicaux
Service de recherche

Rien de moins que le meilleur... vendeur!

POUR ACCÉDER À CHAQUE OCTET **D'INFORMATION**

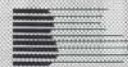


Un des meilleurs systèmes
de gestion pour
bibliothèques



Best-Seller

Gestion documentaire
Best-Seller inc.
Tél.: (514) 337-3000 ou 1-800-361-6782
Fax: (514) 337-7629



comprend:

- Acquisitions
- Catalogue (avec contrôle d'autorité en format MARC)
- Catalogue d'accès public (CAP)
- Circulation
- Publications en série
- Liens SDM, Utlas, etc.
- Tout format MARC (Can., US, etc.)

Best-Seller est conçu avec un L4G

Dans ce monde compétitif, un accès rapide et efficace à la bonne information fait toute la différence. Nous l'avons compris, il y a 25 ans. Nous sommes les spécialistes de la gestion de documents.

Services

solution globale

- analyse de la situation
 - implantation
 - formation

support technique

- mise à jour
- numérisation de plans

financement

location

- court terme
- long terme

De vrais spécialistes (archivistes, techniciens, informaticiens) qui savent répondre à vos besoins en gestion documentaire.

Notre expertise (archivage électronique et micrographie) nous permet de trouver une solution globale, sur mesure. Notre gamme de produits variée et mondialement reconnue peut mettre en valeur vos documents.



lecteurs-reproducteurs pour microfiches

lecteur-reproducteur pour microfilms/fiches

lecteur-reproducteur assisté par ordinateur

Canofile 250, archivage électronique

Alors ne cherchez plus,
venez nous trouver.

Frank J. Hofstetter
Président

albacor

1061, rue St-Alexandre, bureau 400
Montréal (Québec) Canada H2Z 1P5
(514) 866-3494 Fax: (514) 866-3299

Premier ^{au} en classement

Canon
MICROGRAPHIE